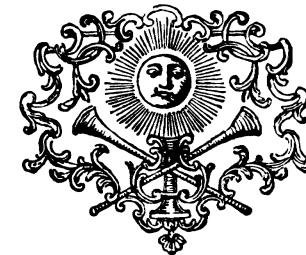


# LE FEDERALISTE

revue de politique

*Espérer le maintien de l'harmonie parmi  
plusieurs Etats indépendants et voisins  
ce serait perdre de vue le cours uniforme  
des événements humains et aller contre  
l'expérience des siècles.*

Hamilton, The Federalist



---

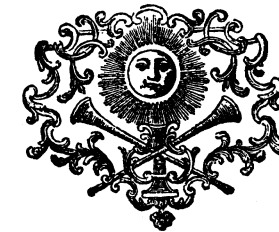
V<sup>e</sup> ANNEE, NUMERO 3, NOVEMBRE 1963

# LE FEDERALISTE

revue de politique

Directeur: Mario Albertini

*Le Fédéraliste* est la revue d'un groupe de militants du Mouvement Fédéraliste Européen. Sa base théorique particulière est la demystification de la justification idéologique des Etats souverains (la nation). Sa base pratique actuelle est la tentative de déplacer la lutte politique des domaines nationaux au champ supranational. *Le Fédéraliste* se propose d'étudier le sens du cours de l'histoire, les aspects du processus du pouvoir, la situation des cadres conceptuels de la connaissance politique, dans le but de rendre possible une action politique autonome. *Le Fédéraliste* a été publié pendant trois ans en italien. Pour ne pas limiter ses lecteurs aux seuls Italiens et pour tenir la promesse faite dès le départ, il paraît maintenant en français et compte paraître plus tard en anglais. Il vit grâce aux abonnements et à la publicité. A la fin de chaque année est publié le bilan.



Quatre numéros par an

Le numéro F. 3 - L. 400      Abonnement de soutien F. 25 - L. 2500.  
Abonnement F. 10 - L. 1500      Abonnement méritoire F. 50 - L. 5000.

---

*Direction et Administration:* Corso Cavour 16, Pavia - CCP. n. 3/38688.  
*Rédaction milanaise:* Via della Guastalla 1, Milano. *Rédaction lyonnaise:*  
B. Lesfargues, 22, rue des Essarts, Bron (Rhône) - CCP. n. 5654-32, Lyon.

# Pour un emploi contrôlé de la terminologie nationale et supranationale

MARIO ALBERTINI

## TABLE DES MATIERES

MARIO ALBERTINI, *Pour un emploi contrôlé de la terminologie nationale et supranationale* . . . . . p.179

### LES FAITS ET LES IDEES

*Ludwig Dehio* (a. c.) . . . . . » 199  
*A titre d'exemple* (m. a.) . . . . . » 205

### LES LIVRES

Alexandre Marc, *Dialectique du déchainement. Fondements philosophiques du fédéralisme* (m. a.) . . . . . » 214  
 Gerhard Ritter, *Das deutsche Problem. Grundfragen deutschen Staatslebens gestern und heute* (f. r.) . . . . » 217  
 « Nouvelles gauches » et fédéralisme (I) (a. c. b.) . . . . » 226

### LES DISCUSSIONS

*Les problèmes de l'Université italienne (lettre de Monsieur L. G.)* . . . . . » 242

#### 1. — Obscurité du concept de nation.

Dans notre travail théorique et pratique, le concept de nation occupe une position centrale. Dans cette brève introduction nous voudrions tenter d'attribuer à cette idée et à ce mot un sens assez précis, afin qu'il puisse être employé avec profit. Pour atteindre ce but, il nous a paru nécessaire de considérer dans une même perspective l'idée et la terminologie relative au « supranational », ce qui nous permettra de préciser également ce mot, actuellement employé à tort et à travers tant dans le secteur politique que dans le secteur culturel.

L'idée nationale et l'idée supranationale ont été étudiées, jusqu'à ce jour, avec peu de profit, et c'est pour cela que les mots avec lesquels nous les exprimons n'ont pas encore un sens précis. En conséquence, leur rapport n'est pas clair lui non plus. En ce moment historique du retour du nationalisme en Europe (1) et de plein développement du nationalisme dans le « tiers monde » cela nous semble grave. Malgré l'effroyable expérience des sanglants sacrifices de notre siècle à l'idole nationale,

(1) Le mot « nationalisme » a depuis longtemps deux acceptions différentes: l'une qui prévaut dans la zone anglo-saxonne, selon laquelle il ne se distingue pas conceptuellement du mot « nation » (le nationalisme est dans ce cas la doctrine de la nation comme le libéralisme est la doctrine de la liberté politique, et ainsi de suite); et l'autre, qui prévaut dans la zone continentale européenne, où le fait est plus consistant, selon laquelle il désigne un parti (ou une attitude) politique doté de sa propre idéologie, distincte de l'idéologie libérale, de la socialiste, etc... Dans la zone continentale, en outre, on oppose souvent cette idéologie « nationaliste » à l'idéologie « nationale » (« on ne peut en aucune façon confondre la nation comme peuple de Mazzini — républicaine et démocratique — et la nation comme tradition et comme organisme indépendant et supérieur au peuple, de Corradini par exemple » dit, en Italie, Cantimori — cf. *Studi di Storia*, Torino, 1959, p. 675 — avec beaucoup d'autres, dont Chabod). Or cette opposition est inacceptable parce qu'elle compare deux choses qui ne sont pas comparables: une conception de l'Etat

l'équation patriotarde: *indépendance des nations (petites à souhait) = indépendance politico-économico-culturelle de leurs membres* est toujours répandue tant à droite qu'à gauche. D'autre part, l'idole nationale, lors même qu'elle cache son visage féroce et ne légitime pas la tuerie des hommes par les hommes, alimente toutefois la politique mégalomane, dispendieuse et improductive des classes dirigeantes, politique dont il n'est pas nécessaire de donner des exemples. Mais ce qui compte au contraire c'est d'opposer à l'emploi idéologique de la terminologie nationale qui ne sert qu'à maintenir les gens dans l'ignorance de l'état de leur société, un emploi contrôlé d'une telle terminologie qui leur permette de prendre conscience du caractère de la société politique dans laquelle ils vivent.

Cela dit, retournons au problème et constatons tout d'abord qu'au terme « supranational » et à des expressions comme « unités supranationales », « idéaux supranationaux », ne correspond rien d'immédiatement évident. Le mot « supranational » ne fait que nous suggérer l'idée de quelque chose qui est au-dessus des nations, mais ce quelque chose, dont la nature est bien incertaine, rend incertain le sens même des concepts d'« unité » et d'« idéal » qui pourraient être aussi bien religieux ou moraux ou sociaux et ainsi de suite. D'autre part, même si nous vivons dans un monde de « nations », nous devons admettre que l'idée de nation n'est pas très claire. A beaucoup, et même malheureusement à certains « européistes », cette opinion semblera paradoxale, mais elle est en fait parfaitement digne de foi. Que ceux qui n'en sont pas convaincus relisent (mais combien l'ont lu?) le fameux essai de Renan sur la Nation.

---

— du groupe sur lequel il doit naître — c'est-à-dire la conception de l'Etat mononational, et une doctrine sur la façon de le gouverner (impérialisme, autoritarisme, etc... des « nationalistes »). Ceux qui établissent une semblable opposition finissent par rendre obscurs les aspects communs aussi bien aux « nationaux » qu'aux « nationalistes » et par attribuer les aspects qui ne sont pas purement démocratiques (violence, coaction, etc... toujours présents dans une certaine mesure dans tous les Etats) de la nation, à la « nation » des « nationalistes », après quoi reste entre leurs mains une nation aussi belle qu'inexistante, utopique, la nation-peuple purement démocratique de Mazzini. Logiquement il faudrait abandonner la seconde acception du mot « nationalisme », pour éviter la confusion qui découle de l'emploi du même mot pour désigner un genre (la nation) et un de ses aspects (une façon de la gouverner), mais les considérations logiques ne suffisent pas pour changer les mots du langage courant. D'ailleurs, théoriquement il suffit de bien distinguer les deux sens du terme pour ne pas tomber dans des erreurs semblables à celles décrites ci-dessus. De toute façon, dans le présent article, nous employons le mot « nationalisme » dans sa première acception.

Renan nia que le fondement de la nation fût dans la langue, les traditions, la race, l'Etat, en observant de façon simple et indiscutable qu'aucun de ces éléments n'est dans ce cas ou bien compréhensible (race), ou bien toujours présent là où des groupes humains historiquement existants sont composés d'individus qui ont le sentiment de constituer une nation (langue), ou bien effectivement co-extensif avec le groupe national (traditions), ou bien spécifique (Etat); et il prétendit retrouver ce fondement exclusivement dans la volonté de vivre ensemble, dans le « plébiscite de tous les jours ». Or, à ce propos il convient d'observer que cette idée ne nous avance guère tant que l'on n'explique pas mieux « comment » on vit ainsi ensemble. Naturellement pour dépasser la difficulté et expliquer ce « comment », à notre stade de connaissance du problème, nous pourrions dire simplement « vivre ensemble comme nation », mais, de cette façon, nous répondrions en reposant la question. En fait, il resterait encore à découvrir justement ce qu'avec la formule « vivre ensemble » on pensait avoir mis en lumière: la nature de la nation.

Dans le fameux essai *Qu'est-ce qu'une nation?* Renan ne se rendit pas compte qu'il avait inventé une formule plutôt que dégagé le caractère de la société nationale. Aussi, attribuant la formation de la volonté nationale à la marche de l'histoire, il ne put pas dégager des facteurs déterminés et des faits précis. A ce sujet, il écrivit encore: « l'oubli, et je dirai même l'erreur historique, sont un facteur essentiel de la création d'une nation, et c'est ainsi que le progrès des études historiques est souvent pour la nationalité un danger ». Il finit de la sorte par fonder la formation de la volonté nationale sur des éléments irrationnels. Il y a d'ailleurs des savants qui ont explicitement et sans aucune réticence formulé cette idée. Johannet, par exemple, affirma qu'il y a dans toute société organisée une partie limpide qui est l'Etat, et une partie ténébreuse qui est la nationalité.

La partie critique de l'essai de Renan montre que cette opinion, dans l'état actuel de la culture politique, n'est ni personnelle ni arbitraire, mais fondée et générale. En effet, Renan a démontré l'obscurité de ce qu'il y a d'apparemment clair dans la façon courante encore aujourd'hui de considérer les nations: leurs éléments constitutifs comme la langue, les traditions, la souche (race), l'Etat (possession en commun d'un territoire), et ainsi de suite. Pourtant cette conclusion, même si elle représente exactement l'état de la question, ne peut être considérée satisfaisante. En vérité, sans une idée claire de la nation, et sans une idée tout aussi claire des idéaux supranationaux, on va à tâtons par rapport aux données fondamentales de la politique contem-

poraine. Nous devons donc essayer de préciser tout à la fois ces idées et leur rapport: les préciser du moins dans la mesure où nous pouvons identifier des faits, c'est à dire des comportements et des institutions.

En ce qui concerne l'idée moderne de nation, il est utile de se souvenir qu'au début du XIX<sup>ème</sup> siècle, en France, c'est à dire dans le pays guide des expériences nationales, le langage commun ne reflétait pas encore pleinement la nouvelle réalité historique de l'Etat mononational (2). Le mot « nation » avait déjà été mis à la place occupée exclusivement, jusqu'à la fin du siècle précédent, par le mot « roi »; mais le mot « nationalité », qui reporte sur les individus l'idée de la nation, n'était pas encore entré dans l'usage. Il y avait bien la « nation », mais il n'était pas encore sûr que les membres de l'Etat, désormais pensé en tant que nation, eussent la même « nationalité ». Le *Dictionnaire universel de la langue française* de Boiste n'accueillit le mot que dans sa sixième édition, c'est à dire en 1823 et le définit ainsi: « *Nationalité*, s. f., caractère national (Mme de Staël), esprit, amour, union, confraternités nationales; patriotisme commun à tous. Les Français n'ont pas de nationalité (Buonaparte). Le despotisme philosophiste détruit toute nationalité ».

Le Boiste de 1823 considérait que ce mot était nouveau, comme on peut le voir à la marque — une croix — qui l'accompagne. Aucun autre mot, en effet, n'exprimait ce concept. Un certain Lortet qui traduisit en français, en 1825, l'oeuvre de Jahn sur le *Volkstum* (terme employé de façon polémique par Jahn à la place du mot correspondant *Nationalität* repoussé comme gallicisme) l'intitula *Recherches sur la Nationalité*. Mais il éprouva le besoin d'expliquer le titre, qui ne lui semblait pas évident, et dans la préface il écrivit: « Le mot *nationalité*, employé dans le titre de ce livre, choquera peut-être les oreilles des puristes et ne satisfera pas ceux qui veulent par le titre seul connaître tout un ouvrage. Je n'ai pas su trouver un meilleur

(2) L'expression « Etat mononational » à première vue semble être un inutile doublet de l'expression « Etat national ». Mais à la rigueur, le royaume de Sardaigne, le grand-duché de Toscane, etc., ont été des Etats nationaux italiens comme le royaume d'Italie de 1861. La différence tient justement au fait que les premiers n'étaient que des Etats nationaux italiens, alors que le second était aussi « l'Etat mononational » italien. La différence n'est probablement pas sentie normalement en raison de l'habitude — de caractère idéologique — qui fait considérer anormale l'existence de plusieurs Etats sur un territoire individualisable en quelque sorte comme nationalement unitaire.

mot dans notre langue, et qui eût été employé dans le même sens ». (3). En réalité l'idée de nation n'était elle même pas claire. Il suffit de considérer la criante contradiction du Boiste qui, sur les traces de Napoléon, semble admettre que les Français, c'est à dire les individus que l'historiographie nationale considère membres de la nation par excellence, n'auraient pas la même nationalité. Il s'agissait d'ailleurs, comme nous le verrons, d'une opinion répandue, même sous cette forme qui nous semble aujourd'hui si étrange.

Pour cerner cette façon de penser il faut, sur le plan linguistique, tenir compte du fait que le mot « nation » n'a pas toujours eu le sens que nous lui donnons de nos jours, et bien voir, sur le plan des faits, la situation effective des rapports politico-sociaux. La portée de ces remarques apparaît clairement dans l'expression « peuples de la nation française », qui au XVIII<sup>ème</sup> siècle était encore d'usage courant et devait donc refléter des convictions répandues. Dans cette phrase, « nation » est pratiquement synonyme de « Etat » et l'Etat français est pensé en tant qu'Etat composé de nombreux peuples: aujourd'hui nous dirions un Etat « plurinational ». En réalité, non seulement le sentiment national français ne s'était pas encore pleinement développé, comme nous l'avons dit, mais de plus subsistaient encore les « provinces françaises divergentes », chacune d'entre elles possédant en propre sa langue, ses traditions, sa culture. Il y avait donc, apparemment, tous les éléments qui, selon notre actuelle façon de voir, caractérisent les Etats plurinationaux.

Toutefois, selon l'opinion qui depuis longtemps prévaut, la France était en dépit de ces données de fait, une « nation » et non un ensemble de peuples divers. Il s'agit d'une opinion que la plupart des gens laissent à un état fluide mais qui comporte, lorsqu'elle est formulée avec précision, l'identification de « nations virtuelles » qui existent — faudrait-il dire — en dehors de l'histoire parce qu'on ne saurait les retrouver dans les données historiques concrètes. C'est ainsi qu'Albert Sorel, par exemple, écrit que les nations existaient depuis longtemps à leur insu dans le cours végétatif de l'histoire et que c'est la Révolution française qui les appela à la conscience d'elles-mêmes et décida de leur avènement (4).

(3) Cf. GEORGES WEILL, *L'Europe du XIX<sup>ème</sup> siècle et l'idée de nationalité*, Paris, 1938, pp. 3-6.

(4) A ce sujet se pose la question de l'historiographie nationale — catégorie historique rejetée par exemple par B. Croce — à propos de quoi Kaegi écrivit: « L'historiographie du XIX<sup>ème</sup> et du XX<sup>ème</sup> siècle

Naturellement, avec de semblables opinions, une sérieuse interprétation historique des faits nationaux est impossible. Elles illustrent de façon fantaisiste une donnée réelle: la longue évolution qui conduisit à l'avènement des nations modernes; mais elles ont le grave défaut de confondre la marche vers quelque chose avec cette chose elle-même et donc de projeter une lumière fautive sur tout le processus de formation des nations. En réalité, si l'on admet une existence inconsciente des nations, on doit admettre que les nations sont des groupes qui peuvent avoir une certaine forme d'existence sans que leurs membres aient conscience d'appartenir au groupe, ce qui revient à dire que la présence de certains comportements (d'ordinaire la langue, etc...) suffirait pour faire, d'individus qui les ont en commun, une « nation », même si ces individus ne savent que vaguement les posséder en commun, et ne les ont de toute façon pas encore élevés consciemment au niveau de moyens et de symboles de leur identification de groupe. En faisant abstraction de la crédibilité d'une telle théorie, il est facile d'observer que dans ce cas les opinions qui attribuent à l'Etat français du XVIII<sup>ème</sup> siècle et à des situations semblables le caractère de nation n'ont aucun sens. En fait, dans de telles situations, lorsque les gens n'avaient pas encore conscience d'appartenir à leur hypothétique « nation inconsciente », les comportements sociaux que l'on retrouve d'ordinaire dans les groupes nationaux modernes — c'est à dire l'unique donnée qui pourrait établir une continuité entre les nations inconscientes et les nations actuelles — formaient encore, sur les territoires des nations européennes actuelles, des groupes différents et opposés, et ainsi, en suivant la théorie en question, nous devrions aller jusqu'à

cle... est toujours dominée par un concept fondamental qui n'est pas d'origine purement historique, mais de philosophie de l'histoire, mi-biologique et mi-philosophique: le concept de nation. Depuis cent ans, le monde s'est habitué à considérer l'histoire de l'Europe comme une histoire de nations. Autrefois on écrivait l'histoire des Etats européens. L'idée de nation... a provoqué dans les connaissances historiques de l'homme de culture européen une confusion aussi grande que les fausses Décrétales d'Isidore Mercator et toutes les falsifications papales du Moyen Age... » (cf. WERNER KAEGI, *Historische Meditationen*, Zürich, 1942-46). En réalité l'historiographie nationale postule qu'un domaine d'études est unitaire et autonome: celui relatif aux faits et gestes des individus et des groupes qui se sont succédés sur les territoires qui ont récemment acquis un caractère national; mais ce domaine ne coïncide jamais avec un cadre autonome de développement d'évolutions économiques, politiques, religieuses, culturelles, etc... et, abstraction faite de ce que l'on devrait dire à propos du prédicat « national », attribué à tort et à travers à une infinité de faits, de par cela seul il est déformant.

affirmer que sur chacun de ces territoires — français ou autres — coexistaient, comme certains le dirent, des « nations virtuelles diverses » — les provinces françaises divergentes — et pas du tout des individus qui, étant donné leurs comportements, auraient formé une seule « nation », même sans le savoir (5).

## 2. — La nationalité fondée sur l'Etat et la « nationalité spontanée ».

Le fait est que l'on ne peut mettre en évidence les phénomènes de groupe du XVIII<sup>ème</sup> siècle, comme des siècles précédents, avec l'idée moderne de nation. Ce faisant, le seul résultat que l'on obtienne est de rendre incertains et ambigus les faits historiques eux-mêmes, et l'on ne peut ainsi, en particulier, identifier les facteurs qui, encore au début du XIX<sup>ème</sup> siècle, rendaient incertaine la terminologie nationale, fait qui doit retenir notre attention, car il montre combien était encore fragile la réalité nationale. Il faudra donc que nous considérions les transformations effectives des sentiments fondamentaux de groupe durant le processus d'évolution de la forme de l'Etat dans les siècles qui précèdent la naissance des nations européennes, sans les préfigurer auparavant avec les déformations nationales. Il s'agit de choses connues. La France du XVIII<sup>ème</sup> siècle était en train d'accomplir le passage de la monarchie de droit divin à l'Etat bureaucratique moderne. Les prémisses de cette transformation se trouvent dans le séculaire processus au cours duquel la monarchie de droit divin élargit son cadre po-

(5) Comme on le sait, l'insistence particulière en France sur le caractère « volontaire » de la nation, en Allemagne sur le caractère « naturel », « traditionnel », etc... due tant aux différents aspects de l'unification des deux pays, que, après 1870, à la question de l'Alsace, allemande par « nature » et française par « élection », a fait qu'il existe une théorie « élective » de la nation, attribuée à la France (Mazzini se placerait là) et une théorie « organique » attribuée à l'Allemagne. Or, ce que dit Sorel (qui est d'ailleurs implicite dans la catégorie même de l'histoire nationale, partout répandue) implique justement une conception organique — la nation inconsciente — attribuée à la France, même si elle est, en fait, appliquée de façon erronée. En effet chaque fois que, pour sa propre nation, on remonte au XVIII<sup>ème</sup> siècle — et, comme on le sait, les historiens remontent généralement beaucoup plus loin — on se sert de conceptions organiques. Cette remarque montre combien une telle distinction est arbitraire, et aussi qu'elle ne peut être maintenue lorsqu'on l'applique à divers contextes historiques. Cela est dû au fait que la nation n'est, naturellement, ni un fait purement volontaire, ni un fait purement traditionnel.

litique en partant des petites unités locales, féodales et citadines pour arriver aux dimensions actuelles de la France.

Or, en raison de cet élargissement, qui fit que le cadre du pouvoir politique et celui de la vie commune cessèrent de coïncider, les mœurs et la langue se dissocièrent de l'évolution du pouvoir politique et eurent plutôt une croissance spontanée. Par la suite, en raison du développement des rapports de production et d'échange qui brisèrent lentement et progressivement la cristallisation de la société dans les petites unités médiévales, les comportements en question se lièrent de nouveau peu à peu au pouvoir politique. La Révolution française marque une étape typique de ce processus. Elle eut comme point de départ les « provinces françaises divergentes ». L'Assemblée nationale promulgua lois et décrets dans « tous les idiomes ».

La Convention au contraire changea le cap et décida de promulguer les lois et les décrets seulement en français, mais elle dut aussi, et justement pour cette raison, décider de nommer un enseignant de français dans chaque district où l'on n'avait pas l'habitude de parler cette langue. La décision de diffuser la langue française fut prise dans le but explicite de promouvoir le sentiment national français. L'éducation primaire est établie par la Convention dans le même but. Barère, qui combattit énergiquement les idées et les tendances cosmopolites assez actives au début de la Révolution, affirma clairement que le but de l'école était de créer « l'amour du pays » et de préparer les hommes à le servir. Les enfants, soutint-il, appartiennent à la famille générale avant d'appartenir aux familles particulières, et lorsque la grande famille, la nation, les appelle, tout sentiment privé doit disparaître (6). La Révolution française n'atteignit pas immédiatement ces objectifs, mais elle traça, en quelque sorte, le programme national que l'Etat centralisé français allait appliquer par la suite. Le déroulement de ce processus conduisit à la suppression des différences de langue et de mœurs et à la réalisation de la nation française moderne.

Ce processus dura longtemps et n'eut pas un développement rectiligne. D'abord la période napoléonienne consolida et étendit — la faisant naître par contrecoup dans le reste de l'Europe — la nationalisation des comportements délibérément commencée avec la Révolution française. Mais, après la chute de Napoléon, le développement de l'idéologie nationale subit un brusque coup de frein. Celui-ci est parfaitement compréhensible. Les guerres de la Révolution et de l'Empire eurent comme protagoniste une armée

(6) Cf. BOYD C. SHAFER. *Nationalism: Myth and Reality*, London, 1955, p. 126.

« nationale ». Pour la première fois dans l'histoire de France l'armée eut pour base la mobilisation générale, c'est-à-dire de tous les citoyens en mesure de combattre: en conséquence l'idée que l'Etat, défendu par tous, était la « chose » de tous, la « nation », se répandit dans toutes les couches de la population. Mais l'idée que les Français avaient désormais plus de choses en commun que de choses les divisant, en d'autres termes le caractère effectif de *res publica* de la France au début du siècle dernier, se fonda sur des bases encore fragiles. L'unité des Français sur le plan économique, social, culturel et politique était en fait bien loin de s'être accomplie.

Après la tourmente napoléonienne les Français, revenus à une vie normale, furent complètement repris dans l'engrenage des structures politiques, économiques et sociales du temps de paix. Cet engrenage, sur le territoire français comme sur le territoire des autres Etats, n'était pas encore unitaire par rapport à la plus grande partie de la population. La révolution industrielle n'avait pas encore brisé, si ce n'est de façon très partielle, les vieilles structures de production qui isolaient les paysans et les artisans dans les communautés locales et les différenciaient énormément, non seulement sur le plan économique, mais aussi, par voie de conséquence, sur le plan culturel, social et politique, de la bourgeoisie, l'unique classe qui fût déjà unifiée économiquement sur tout le territoire de l'Etat. C'est pour cette raison que la vieille unité d'Etat de la monarchie de droit divin, devenue unité militaire pendant la période des grandes guerres napoléoniennes, ne pouvait pas être étendue aux données qui l'auraient rendue « nationale » même en temps de paix: les comportements économico-sociaux et ceux qui étaient liés à une participation active au pouvoir.

C'est pour cette raison que la classe dirigeante et la bourgeoisie perdirent, dans la mesure où elles l'avaient acquise au cours des années précédentes, la conviction d'appartenir à la même « nation » que le bas peuple. La longue période de paix qui fit suite au Congrès de Vienne fit oublier la solidarité des temps de guerre. La stabilité de l'équilibre européen, avec sa « détente » comme nous dirions aujourd'hui, fit disparaître du premier plan de la scène de la vie publique le problème de la puissance militaire et laissa ainsi bien en vue la différence radicale de vie, de mœurs, de condition, qui existait entre la bourgeoisie et le bas peuple. En conséquence, le sentiment de l'unité nationale française s'estompa et l'on vit même réapparaître la vieille conception de Boulainvilliers, celle de la coexistence de deux « nations » différentes dans le cadre d'un même Etat. Dans *Du gouvernement de la France depuis la Restauration*

(1820) Guizot affirma que la Révolution française avait été une véritable guerre entre « deux peuples étrangers »: les Francs et les Gaulois qui étaient encore à son avis « deux races distinctes ». Au même moment Augustin Thierry écrivait: « Nous croyons être une nation, et nous sommes deux nations sur la même terre, deux nations ennemies dans leurs souvenirs, inconciliables dans leurs projets: l'une a autrefois conquis l'autre, et ses desseins, ses vœux éternels sont le rajeunissement de cette vieille conquête éternelle par le temps, par le courage des vaincus et par la raison humaine » (7).

En substance, déjà en plein XIX<sup>ème</sup> siècle, la nationalisation des Français était encore très incomplète. Nous avons mis ces données en évidence parce qu'il nous semble qu'elles suffisent, avec celles, de connaissance courante, relatives au développement postérieur de l'idéologie nationale, pour dater et circonscrire le processus de nationalisation des individus en Europe, phénomène pas tout à fait ancien mais récent, dû à deux facteurs complémentaires: l'Etat bureaucratique centralisé et la révolution industrielle (8). Ayant ainsi rétabli, derrière le voile de la déformation nationale de l'histoire de l'Europe, la réalité des faits, nous pouvons remarquer que, au cours de ce processus, les sentiments et les comportements liés à l'unité de langue, de moeurs ou de tradition acquièrent un caractère politique, ou pour mieux dire, acquièrent un caractère politique nouveau dif-

(7) Cf. RENÉ JOHANNET, *Le principe des nationalités*, Paris, 1923, p. 132-133.

(8) Dans un sens spécifique, la nation est une idéologie, et donc ni un processus purement idéal ni de purs états de fait, mais la représentation de tels états de fait déformée de façon à servir le maintien du pouvoir. Comme on l'a dit, la nationalisation est une fonction de l'Etat bureaucratique centralisé et de la révolution industrielle et elle est d'autant plus solide et étendue que ces facteurs sont plus forts. En effet, les Etats continentaux européens les plus forts n'accédèrent, avec une certaine plénitude, à la situation de nation que vers la fin du siècle dernier, tandis que tous les pays où l'un au moins de ces deux facteurs était faible donnèrent lieu à des nationalisations moins consistantes, même si certains, pour cette raison même, présentèrent de façon voyante le phénomène du nationalisme (dans sa seconde acception). Ces observations expliquent l'absence (ou si l'on veut la faiblesse) de la nationalisation du Royaume-Uni, qui n'est pas même aujourd'hui un Etat national dans le plein sens du terme. Lorsque se produisirent les phénomènes typiques de la naissance du nationalisme (première acception): bureaucratisation efficace de l'Etat et révolution industrielle, le Royaume-Uni était un Etat bureaucratique mais décentralisé, avec un très fort *self-government* local, qui empêcha que ne se formât la conviction que tous les sujets du roi appartenaient à la même nation (« même naissance »).

fèrent de celui qu'ils avaient eu par exemple dans la cité-état grecque. La terminologie nationale qui était jusqu'alors incertaine (comme au même moment le mot « nation ») trouva pour cette raison un point de référence précis: l'Etat mononational, c'est-à-dire l'Etat qui se prévaut de ses moyens de pouvoir pour imposer et maintenir sur tout son territoire une uniformité de langue et de moeurs (9).

Jusqu'alors, dans l'histoire de l'Europe, cela ne s'était jamais produit de façon aussi systématique, et d'ailleurs cela n'aurait pas même été possible car il n'y avait ni le moyen politique — l'Etat moderne bureaucratique et centralisé — ni la condition sociale — l'extension à d'importants groupes humains de la sphère d'interdépendance du travail humain résultant du développement de l'économie et de la technique — nécessaires à de telles évolutions. Nous avons dit que langues et moeurs s'étaient développés de façon spontanée à la suite de l'évolution des rapports religieux, sociaux et culturels sans l'intervention coactive du pouvoir politique central, et en considérant spécialement le cas français, nous avons montré comment le développement de l'économie moderne, encadré dans des Etats centralisés, relia étroitement ces comportements au pouvoir central.

C'est de là que viennent les incertitudes actuelles pour l'emploi de la terminologie nationale et pour l'idée même de « nation ». Les termes en question se réfèrent toujours, dans leur emploi spécifique, à l'unité de langue et/ou à l'unité de moeurs, mais à cela correspondent deux situations très différentes: a) les unités de langue et de moeurs relativement spontanées, c'est-à-dire relativement indépendantes d'un pouvoir politique central. De telles unités sociales, que nous appellerons « nationalités spontanées » ne correspondent pas parfaitement en Europe aux divisions des Etats européens de nos jours (et donc,

(9) En réalité la cité-Etat grecque est un précédent de l'Etat national moderne, en ce sens que les deux organisations présentent le phénomène de la fusion de la nationalité et de l'Etat (absent par exemple dans le monde romain). Naturellement, dans le premier cas la « nation » est plus spontanée, dans le second plus artificielle (étant donné les dimensions différentes du groupe). De toute façon, c'est cette ressemblance de la situation de pouvoir qui explique la reprise de thèmes grecs classiques sur la patrie de la part des protagonistes des « risorgimenti » nationaux. Pour les mêmes raisons il y eut une reprise du thème hébraïque du « peuple élu ». C'est dans ce contexte que se trouve le caractère de prémisses du nationalisme moderne attribué par exemple par Kohn (cf. HANS KOHN, *The Idea of Nationalism*, New York, 1948) aux expériences grecques et hébraïques.



en un des sens du mot, nationales), malgré la longue action de nivellement des Etats; elles survivent encore dans les Etats non centralisés comme la Grande-Bretagne où l'on emploie encore les expressions « nations galloise, anglaise, écossaise », et se font jour désormais jusque dans les Etats centralisés comme la France et l'Italie par suite du déclin des « souverainetés nationales »; b) les unités de langue et/ou de moeurs liées au pouvoir politique de l'Etat bureaucratique moderne. De telles unités, dans leur consistance réelle, résultent de l'extension forcée, c'est-à-dire politique, d'une « nationalité spontanée », mais sont senties comme unités complètes, totales et naturelles parce qu'elles sont surtout le reflet psychologique de la situation de pouvoir déterminée par les Etats bureaucratiques centralisés et ont donc un caractère idéologique. Bien entendu, en (a) il s'agit de moeurs dans un sens général, tandis qu'en (b) il s'agit plutôt de l'idée selon laquelle il y aurait des moeurs uniques, alors qu'en réalité subsistent des moeurs locales différentes et que se manifestent plutôt des réactions sentimentales semblables lorsqu'on se réfère à son propre Etat. Naturellement ceci aussi est une coutume, mais une parmi tant d'autres (10).

Ayant ainsi éclairci la duplicité de sens de la terminologie nationale, et considérant attentivement la situation de fait, nous

(10) C'est justement en raison de leur caractère idéologique que les nations sont pensées: a) *comme unités de langue et de moeurs* (même si elles le sont de façon imparfaite — langue — ou ne le sont pas du tout — moeurs); b) *comme unités historiques* précédant la formation des Etats nationaux (alors que c'est le contraire qui est vrai); c) *comme unités naturelles*, les seules sur les bases desquelles on pourrait construire des Etats légitimes (mais les nations sont le résultat de l'oeuvre unificatrice des Etats, donc l'argument n'a pas de sens); d) *comme unités immuables* (habituellement on pense qu'on pourrait remettre en question et éventuellement abandonner ses convictions libérales, démocratiques, socialistes, etc... mais pas son « italianité »: en réalité il s'agit bien dans le premier et le second cas d'idéologies, mais la seconde, relative à l'Etat et non aux partis, reflète une situation de pouvoir plus difficile à refuser); e) *comme unités sacrées* (même si pour un chrétien il s'agit d'un blasphème, les frontières, les devoirs nationaux, etc... sont sacrés); f) *chacune prise en particulier, par ses propres membres, comme la nation la plus belle ou la plus importante du monde par quelque aspect « essentiel » du passé, du présent ou du futur.* Pour chacun de ces aspects, davantage que le contenu représentatif, variable d'un individu à l'autre et d'un moment à l'autre, c'est la persistance de la représentation qui compte, ainsi que sa nature de pensée idéologique, et partant susceptible de représentations opposés. Cette façon — qui reflète, à travers l'aspiration des individus à se considérer importants par leur « status » politique, la situation de pouvoir de l'Etat bureaucratique centralisé — est en fait l'élément constant qui rend l'idée nationale stable et répandue en dépit de son irrationalité.

pourrions dire que la France du XVIII<sup>ème</sup> siècle n'était pas nationale parce qu'elle n'avait pas d'uniformité de langue et de moeurs, et n'était pas plurinationale parce qu'en ce temps-là les différences de langue et de moeurs ne correspondaient nulle part à des Etats différents, et, en raison de la relative indépendance des nationalités vis-à-vis du processus du pouvoir, ne se traduisaient pas en des faits politico-idéologiques. En généralisant les remarques que nous avons faites jusqu'à maintenant nous pouvons attribuer la véritable idée nationale à quelque chose d'historiquement individualisé: une idéologie politique, fondée sur la situation de pouvoir résultant de la fusion de l'Etat et des comportements ethnico-linguistiques, et donc sur le fait que l'Etat s'occupe de la langue et des moeurs des citoyens. Dans ce contexte véritable, le terme de « nation » prend son sens spécifique, selon lequel, contrairement à son étymologie, la nation ne correspond pas à une unité de langue et de moeurs de caractère originaire et originellement étendue aux territoires qui sont aujourd'hui les sièges des nations, mais correspond au contraire à un fait idéologique, à une unité nationale imposée, et en partie produite par le gouvernement politique (en partie dans les comportements effectifs — linguistiques, etc... —, en partie dans la représentation répandue, même si elle n'est qu'à moitié vraie, de tels comportements). Dans ce cas, qui correspond historiquement aux nations modernes, le sentiment national des individus ne dépend pas de l'invérifiable « caractère national » ou du mystérieux « esprit du peuple » mais bien du fait d'appartenir à un Etat de type national (un Etat bureaucratique centralisé), c'est-à-dire à un Etat qui s'est étendu, ou qui veut s'étendre, sur un territoire où la langue et les moeurs sont susceptibles d'être unifiées.

### 3. — La « supranationalité spontanée » et la supranationalité organisée.

La distinction entre « nationalités spontanées » et « nations » tout court nous permet de comprendre comment s'établissaient les rapports entre « national » et « supranational » avant la Révolution française. Avant l'affirmation de l'Etat mononational, aux « nationalités spontanées » correspondaient, pour ainsi dire, les « supranationalités spontanées ». C'est dans ce contexte que l'on trouve la *république européenne des lettrés* du siècle des lumières et surtout la *res publica christiana* qui influença profondément l'histoire européenne, inspira encore à la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle le Novalis de *Chrétienté ou Europe*, et résiste

encore aujourd'hui comme un idéal dans le coeur de nombreux hommes. En fait, avant l'ère du nationalisme, les relations entre hommes de nationalités différentes, pour le moins en Europe, étaient fondées sur la conviction d'appartenir à une « société » dans laquelle les éléments unitaires prévalaient sur les éléments divergents; elles se déroulaient, par bien des points, sur un plan simplement humain et non politique, et elles ne rencontraient, ni à l'intérieur des Etats, ni entre des Etats différents, de graves obstacles idéologiques, même si l'on trouvait, naturellement, les frictions et les problèmes posés par les rapports entre les groupes et les Etats, par les rapports entre le loyalisme envers son Etat et les services offerts à d'autres Etats (cas fréquent et nullement considéré comme immoral).

Avec l'avènement de l'Etat mononational la situation changea profondément. Les rapports entre le loyalisme politique et les valeurs linguistiques, morales et culturelles qui sont à la base des sentiments nationaux acquièrent un aspect nouveau parce que le contrôle de ces valeurs passa à l'Etat. Les nationalités qui jusqu'alors n'avaient été un enjeu ni dans le processus du pouvoir de l'Etat, ni dans les conflits entre les Etats, et auxquelles ne correspondaient ni une armée, ni aucune possibilité de violence, fournirent dès lors le soutien le plus fort à la lutte politique, devinrent le fondement principal de la politique étrangère et correspondirent à des armées nationales à conscription générale et à la possibilité permanente de résoudre leurs conflits par la violence. Les comportements linguistiques et les moeurs des gens devinrent matière à la lutte pour le pouvoir et aux guerres. L'Etat, conçu désormais par de grandes masses humaines comme le défenseur de la langue et des moeurs, attira vers lui les sentiments attachés aux habitudes sociales les plus chères aux hommes, ceux qui les lient aux communautés naturelles; dès lors, le lieu de naissance fut pour les gens aussi bien leur Etat (la nation) que leur ville ou leur village.

Ce mélange explosif détruisit — en partie dans la réalité et totalement dans la conscience idéologique — les « nationalités spontanées » et mina, dans les rapports entre les Etats, la situation de pouvoir qui avait permis la formation et le maintien des « supranationalités spontanées ». D'une part le loyalisme envers l'Etat, rendu dynamique par les nouveaux contenus de la vie politique, perdit l'ancienne modération qui était due à l'idée selon laquelle il existait, au-dessus des Etats, une société européenne, et se transforma en patriotisme « sacré » (11); d'autre part les

(11) Il s'agit d'une donnée de fait. Shafer écrit (*op. cit.*, p. 144): « La nouvelle foi — nationale — n'assurait pas la béatitude surnatu-

« supranationalités spontanées » furent affaiblies dans leurs racines religieuses, morales, culturelles et juridiques par la fusion idéologique de l'Etat et de la nation. Une telle fusion conduisit la plupart à encadrer les valeurs universelles de la culture européenne dans les schèmes nationaux, et à forcer le droit dans le schème de la souveraineté nationale, la culture dans celui de la culture nationale, l'histoire dans celui de l'histoire nationale.

De cette façon — et sans tenir compte ici du dommage produit par la concentration de toutes les valeurs en un seul horizon de compréhension totale — les valeurs universelles de la *res publica christiana* et de la *république européenne des lettrés*, qui liaient par-delà les frontières les individus qui les professaient, furent en grande partie remplacées, dans leur propre champ d'influence, par des valeurs nationales, devenues valeurs d'Etat, et par cela même belliqueuses. Tandis que le développement merveilleux de la science et de la technique rapprochait les hommes toujours davantage, la politique, marchant à rebours, dressait entre eux une nouvelle barrière, la barrière nationale, et jetait entre hommes de nationalités différentes mais de civilisation commune la tragique réalité et les souvenirs douloureux des guerres nationales.

relle, mais possédait de nombreux traits caractéristiques de la plupart des religions. Elle développa une moralité avec récompenses et punitions, vertus et péchés, un rituel et des signes extérieurs et un zèle missionnaire. En réalité, comme le note Brunot, un grand nombre de termes religieux passa dans le domaine de la politique pendant la Révolution française, et beaucoup de ces termes étaient en relation avec la terre des aïeux et avec la *patrie*. En dernière analyse, le passage d'une politique non conçue en termes religieux à une politique conçue en termes religieux (comme la politique nationale) correspond au passage de la situation de pouvoir de l'Etat absolu (mais limité), qui ne demandait pas à tous les sujets de tuer et de mourir pour la patrie, à celle de l'Etat démocratique (mais à compétences illimitées) de la Révolution française, qui demanda à tous les citoyens de mourir et de tuer pour la patrie. Une organisation qui demande le sacrifice de sa propre vie et de celle des autres doit susciter une représentation de groupe telle que pour tous le groupe ait plus de valeur que la vie de chacun. Weber, avec une intuition heureuse, même si elle ne fut pas pleinement développée, assimila la conscience nationale à la « communauté de mémoires » des « communautés de destin politique, c'est-à-dire de lutte commune de vie et de mort » plutôt qu'à des liens ethniques, culturels, etc... (MAX WEBER, *On Law in Economy and Society*, ed. by Max Rheinstein, Harvard University Press, 1954, p. 340). On pourrait remarquer que ce fait concerne les Etats multinationaux (par exemple le Royaume-Uni) aussi bien que ceux purement nationaux (France, Italie, etc...), mais on doit alors remarquer aussi que, dans la zone anglosaxonne, mourir et tuer en guerre ont davantage le caractère de légitime défense des libertés (au pluriel) des individus que de sacrifice transcendant pour la nation.

La fusion de la nationalité et de l'Etat, caractéristique des véritables nations, nous permet donc de comprendre la décadence des « supranationalités spontanées ». Nous nous trouvons pourtant devant le fait de la survivance des idéaux supranationaux, qui ne se présentent plus sous leurs formes anciennes mais manifestent, même si ce n'est que lentement, la tendance à se donner quelque organisation.

Ni ces ébauches d'organisation, aujourd'hui encore très superficielles, ni la simple donnée historique de la permanence d'éléments supranationaux même pendant la plus grande époque du nationalisme (la réalité historique peut être pensée, mais non réalisée, à cent pour cent en termes nationaux) ne suffisent pour retrouver un fil directeur, un critère clair pour comprendre la nouvelle forme choisie par les idéaux supranationaux, qui concernent un processus historique inachevé et que l'on ne peut donc représenter par la pure description des faits ou par référence à des institutions existantes. On peut pourtant établir conceptuellement ce critère, en évaluant la tendance fondamentale du développement des rapports entre les Etats mononationaux. Au fur et à mesure que de nouveaux Etats mononationaux ont supplanté les vieilles formations d'Etat, et au fur et à mesure que ces Etats, en intégrant des classes initialement exclues du pouvoir, ont correspondu toujours davantage à la nation, c'est-à-dire à la totalité des intérêts idéaux et matériels de vastes groupes humains, les rapports entre individus de nationalités différentes ne se sont plus fondés sur la conviction d'appartenir à une « société » unitaire, mais au contraire à des sociétés irréductiblement différentes.

Cela a eu des conséquences décisives sur la politique internationale: à une époque où l'interdépendance des rapports humains allait toujours croissant et se trouvait donc être toujours moins spontanée et toujours plus organisée, tout conflit entre des intérêts organisés de nationalités différentes est devenu, virtuellement ou effectivement, matière à conflit entre les Etats. Pour cette raison les rapports entre eux sont devenus idéologiquement et matériellement très difficiles, et ces difficultés ont mis en crise le vieil équilibre européen, le réduisant parfois à une véritable situation d'anarchie internationale, et ont débouché sur les guerres monstrueuses de notre siècle (12).

(12) A ce propos on doit prendre acte de la coïncidence chronologique entre la maturation du processus de nationalisation des grands Etats européens et la transformation du vieil équilibre européen en anarchie internationale. Le problème du rapport entre intégration nationale et désintégration internationale arrive jusqu'à ces aspects, auxquels les progressistes nationaux ne se sont jamais arrêtés.

L'impossibilité de régler de manière pacifique les rapports internationaux par le seul moyen traditionnel de la diplomatie, et le besoin d'organiser des relations économiques, culturelles ou autres entre des individus de nations différentes, privés désormais de la liberté d'action supranationale spontanée d'autrefois, ont conféré un caractère supranational aux problèmes de la paix, de l'équilibre des forces, à de nombreux problèmes économiques, techniques, scientifiques, etc... et on fait naître la tentative de créer des organisations spéciales au niveau international. Notre siècle, qui a vu l'acmé du nationalisme et l'acmé de la crise des rapports internationaux, a vu en même temps la naissance et le développement de ces organisations qui, dans les cas les plus avancés, commencent à être appelées organisations « supranationales ».

D'un point de vue juridique cette désignation est contestable car la souveraineté absolue des Etats est restée jusqu'à maintenant pratiquement intacte. Mais les arguments valables quand nous jugeons ces organisations une à une cessent de l'être si nous jugeons le mouvement tout entier dans lequel elles s'intègrent, et surtout si nous tenons compte du fait qu'il s'agit d'un processus évolutif qui en est encore à ses débuts, et donc institutionnellement primitif. De ce point de vue on peut dire qu'est né un mouvement supranational qui se présente comme la tendance à soumettre des hommes de nations différentes à des règles communes et à former des groupes humains supranationaux.

Naturellement de tels groupes ne deviendront stables et efficaces que si les règles qui les gouvernent sont assurées par un pouvoir politique. Ces considérations nous permettent d'instituer deux analogies entre le mouvement national et le mouvement supranational: a) de même que le passage de la phase spontanée à la phase organisée comporte pour la nationalité l'Etat bureaucratique centralisé (Etat mononational), de même ce passage comporte pour la supranationalité l'Etat plurinational qui limite mais ne détruit pas les Etats mononationaux, c'est-à-dire l'Etat fédéral; b) dans les deux cas le passage de la phase spontanée à la phase organisée comporte une transformation profonde: les unités nationales, et il en est de même pour les supranationales, se transforment de groupes « nationaux » selon le sens étymologique (c'est-à-dire où « l'on naît ensemble » — une ville — ou comme le dit une phrase américaine incisive, où existent *face to face relations*) ou qui n'ont pas une base territoriale stable et auxquels on n'appartient que parce que l'on professe certaines valeurs (un « italien » du XVI<sup>ème</sup> siècle appartient à la nationalité italienne non pas parce qu'il vit sur un certain territoire, qui en réalité en fait un Napo-

litain ou un Toscan, mais parce qu'il cultive la langue littéraire italienne), en groupes qui possèdent une organisation et une base territoriale stable, et auxquels on appartient coactivement dans la mesure où l'on naît et où l'on vit sur un certain territoire. Ces analogies nous permettent d'attribuer une signification politique au mot « supranational » et à des expressions comme « unité supranationale », « idéaux supranationaux », et d'attribuer ces idéaux à une marche historique vers le fédéralisme qui pourra réussir ou échouer, mais qui a toutefois de profondes racines dans la situation matérielle des rapports politiques, économiques et sociaux, et dans les valeurs de notre civilisation.

On peut préciser soit le sens des idéaux d'unités supranationales, soit le rapport de ces idéaux avec l'idée nationale en remarquant que, dans la perspective d'une complète réalisation du principe de l'Etat mononational, le résultat fédéral est conceptuellement nécessaire. L'interdépendance des rapports humains s'étend en fait bien au-delà des limites nationales, et croît continuellement en profondeur et en extension, ce qui entraîne la nécessité d'organiser ces rapports, et de les régler politiquement. Si toutes les activités humaines socialement importantes doivent être réglées par un pouvoir politique, et si la base des Etats doit être la nationalité (génériquement: nous considérons des Etats de dimensions limitées, pourvus d'autonomies partielles mais effectives, et bien intégrés socialement), étant donné que l'on ne peut arrêter le processus d'unification du monde, il faudra à un certain moment choisir entre un chaos de règles divergentes, avec d'inévitables dénouements violents, et la fondation d'un gouvernement fédéral mondial. Cette remarque confirme que, conceptuellement, le rapport entre « national » et « supranational » est un rapport d'interdépendance.

En substance, après ce que nous venons de dire, nous pouvons établir: a) qu'en l'absence d'Etats mononationaux les rapports entre Etats ne comportent pas de problèmes supranationaux et que dans des situations de ce genre il existe des « nationalités spontanées » de type différent et qu'il peut exister, comme ce fut le cas en Europe, des « supranationalités spontanées », b) qu'en présence d'Etats mononationaux certains rapports humains entre individus de nations différentes ne peuvent plus avoir lieu spontanément et demandent une certaine forme d'organisation politique par suite de la transformation des comportements nationaux de spontanés en organisés, c) qu'une humanité formée uniquement d'Etats mononationaux ne pourrait maintenir le principe classique de l'équilibre entre Etats souverains en raison de la contradiction qu'il y a entre la souveraineté absolue et l'interdépendance croissante des rapports humains au niveau

mondial, et devrait donc organiser ces Etats en grandes fédérations continentales et, à la limite, en un unique système mondial, ce qui revient à dire que la dimension supranationale devrait correspondre à celle de l'humanité tout entière, politiquement organisée (13).

#### 4. — *Remarques finales de caractère linguistique.*

En conclusion, il nous reste à faire quelques remarques linguistiques. La terminologie que nous avons introduite est, bien évidemment, conventionnelle; conventionnelle est en particulier l'expression « nationalité spontanée ». En réalité à l'époque de ces nationalités, le mot « nation » (ou ses dérivés) n'était qu'un des termes génériques que les gens attribuaient aussi bien à des situations de ce genre qu'à des situations complètement différentes. Comme on le sait, l'emploi de ce mot resta pendant longtemps générique, pouvant s'appliquer à des groupes de genre très différent, et il ne devint un « mot brûlant », et partant lié en principe à une seule réalité, que lorsqu'il fut employé pour les phénomènes nationaux modernes (14).

Pour cette raison, et parce que dans les deux cas le mot est lié maintenant à certains éléments communs (langue, moeurs, etc...), nous avons pensé qu'il convenait d'employer l'expression « nationalité spontanée » qui met en évidence, avec le mot « nationalité », ces éléments communs mais qui distingue nettement la situation où ils ne sont pas liés à l'Etat bureaucratique de celle, qualitativement différente, où ils le sont, avec l'adjectif « spon-

(13) On pourrait critiquer cette schématisation en remarquant que dans la réalité il y a une troisième donnée, l'impérialisme. Mais en fait l'impérialisme n'est pas une troisième donnée du problème que constitue l'existence de nations indépendantes. L'impérialisme comporte en effet la perte de l'indépendance des Etats dominés et donc l'élimination des difficultés qui dérivent de la coexistence d'Etats indépendants. On ne doit pas oublier en outre que les schémas de base avec lesquels on interprète l'histoire ne correspondent pas aux événements historiques, mais ne sont que le moyen de les cerner, de les sélectionner, de les relier, etc... Le schéma illustré n'est qu'un simple instrument conceptuel pour l'interprétation d'un aspect du récent développement historique et de la réalité contemporaine grâce à la confrontation des faits avec un type (nous faisons allusion bien sûr à la conception weberienne de l'*Idealtypus*). Le problème concret, par rapport au futur, réside dans l'évaluation des possibilités qu'a l'impérialisme de tenir tête aux petits nationalismes et au fédéralisme.

(14) Nous avons déjà fait une rapide allusion, au début de cet article, à la situation du mot « nation » en France, au début du siècle dernier. En Italie, cas intéressant à cause de l'absence d'un Etat uni-

tanée ». De cette façon, il nous semble que l'on peut faire la distinction nécessaire. Mieux encore, en considérant les deux couples « nation » et « supranation » spontanée et organisée, il nous semble que l'on peut disposer de la terminologie qui correspond aux idées nécessaires pour comprendre ces phénomènes, avec une très légère altération du langage commun, en forçant davantage, de toute façon, le langage d'autrefois que le langage actuel, et sans introduire une terminologie complètement conventionnelle et très compliquée, comme par exemple celle proposée par Meinecke dans son *Weltbürgertum und Nationalstaat*, qui d'ailleurs ne se peut employer correctement pour la description des faits nationaux parce qu'elle correspond à une conceptualisation qui n'est pas bien fondée.

taire jusqu'en 1861, l'histoire du mot est en bref celle-ci. Migliorini remarque que le mot changea effectivement de sens à la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle: « Le modénais Bartolomeo Benincasa, dans le *Monitore Cisalpino* de 1798 donnait une liste de termes arrivés depuis peu en Italie, ou ayant un sens nouveau, ou un sens ancien mais changé et déformé: ...nation... patriote, patriotisme, peuple... ». Ce sens nouveau est sans aucun doute le sens moderne, venu de France. Cela montre que, jusque-là, l'idée de la fusion de l'Etat (de grandes dimensions) avec la « nation » n'existait pas. Il est donc intéressant de constater l'emploi plus récent du mot. Au XVIII<sup>ème</sup> siècle « demeure encore le vieux sens de patrie et de nation à propos de la ville et du petit Etat dont chacun fait partie, mais la référence à l'Italie tout entière est de plus en plus fréquente ». Evidemment le premier sens souligne les nationalités régionales et locales (senties aussi comme non politiques, même si elles coïncident avec l'Etat, en raison de leurs petites dimensions) alors que le second souligne une nationalité italienne non politique (non politique parce qu'il manque, comme nous l'avons dit, l'idée moderne de fusion de nation et Etat). Il s'agit évidemment de la « nationalité spontanée » italienne de culture, discutée encore au XVII<sup>ème</sup> siècle (« Quant au nom de la langue, bien que les désignations de « florentin », « toscan », « italien », se retrouvent toutes les trois, la seconde est de très loin la plus répandue... ») affirmée fortement au XVIII<sup>ème</sup> siècle (cf. BRUNO MIGLIORINI, *Storia della lingua italiana*, Firenze, 1960, pp. 635, 548, 458).

## Les faits et les idées

### LUDWIG DEHIO

*Ludwig Dehio est mort à Marburg an der Lahn le 24 novembre dernier. Il était né le 25 août 1888 à Strasbourg, ville qui appartenait alors à l'Allemagne et où son père, Georg Dehio (peut-être le plus renommé des historiens de l'art de langue allemande), né à Königsberg, s'était transféré pour enseigner à l'Université. Fonctionnaire des Archives secrètes de l'Etat à Berlin, jusqu'en 1933, puis directeur de ces mêmes Archives qui avaient été transportées à Marburg en 1945, professeur honoraire d'histoire médiévale et moderne à la Philipp-Universität de Marburg, héritier de Meinecke à la direction de la Historische Zeitschrift de 1949 à 1956, tels sont les signes extérieurs, outre ses écrits naturellement, du travail scientifique de Ludwig Dehio, l'un des plus grands historiens contemporains.*

*Ludwig Dehio appréciait beaucoup la ligne et la thématique soutenues par Le Fédéraliste, tout en n'en partageant pas tous les aspects. Il avait choisi notre revue pour y publier deux de ses meilleurs essais: « L'agonia del sistema degli stati » (II Fédéralista, anno III, n. 3/4, juillet 1961), « La continuité de l'histoire germano-prussienne de 1640 à 1945 » (Le Fédéraliste, IV<sup>ème</sup> année, n. 2, juillet 1962).*

*Le Fédéraliste le rappelle, au moment de sa mort, comme étant l'une des personnalités de notre temps qui ont le mieux contribué à la compréhension de l'histoire et de la réalité contemporaines.*

*L'oeuvre de Ludwig Dehio est limitée quantitativement. Aux premiers essais sur l'histoire de la Prusse, publiés avant 1933 à la Historische Zeitschrift, se joignit en 1948 Gleichgewicht oder Hegemonie, volume qui, traduit en italien, en français et en anglais, fit connaître Dehio du grand public, et en 1955 Deu-*

tschland und die Weltpolitik in XX. Jahrhundert, recueil d'essais, traduit également en anglais et en italien. En 1961 parut un'oeuvre d'histoire de l'art écrite dans les années du nazisme, pendant lesquelles Dehio, dont le grand-père maternel était hébreu, fut contraint à négliger ses intérêts pour l'histoire politique, sous le titre de Friederich Wilhelm IV. von Preussen, ein Baukünstler der Romantik; elle aurait dû être suivie d'un volume sur la fondation du Reich centré sur le réexamen critique de la figure de Bismarck, mais Dehio refusa de le publier, bien que le manuscrit fût définitivement achevé, « parce qu'en ce moment il n'aurait été favorablement accueilli que par ceux qui ont intérêt à montrer l'Allemagne sous un mauvais jour ». C'est là une très noble preuve de responsabilité politique et de probité intellectuelle à la fois. L'oeuvre de Dehio est imprégnée de la conscience de la responsabilité de l'historien à l'égard du monde contemporain; l'analyse historique y est toujours considérée en fonction de sa capacité à mieux faire comprendre le sens de la réalité actuelle et elle est en même temps toujours comprise comme un rappel à la perspective historique pour ceux qui détiennent la responsabilité de gouverner le navire sur la mer agitée de la politique mondiale. D'où le style, parfois baroque, riche en images plastiques et en figurations souvent très heureuses, visant toujours à expliquer en convainquant et à convaincre en stimulant.

On a rapproché l'oeuvre historique de Dehio de celle de Ranke et de Meinecke, de celle de Seeley et de Toynbee. Si, en ce qui concerne Ranke et Seeley, le rapprochement est renforcé par les déclarations explicites de Dehio lui-même, il est, en ce qui concerne Toynbee et même Meinecke, tout-à-fait incertain. Dehio connut Meinecke au cours des années brûlantes de la première guerre mondiale, alors que, un peu par enthousiasme de jeunesse, un peu en raison du halo culturel qui entourait la guerre, et peut-être aussi en raison de la tradition prussienne de sa famille, il avait été amené à se faire le héraut de la politique de Ludendorff, tandis que Meinecke, à l'approche de la crise qui allait frapper sa pensée, et avec elle l'historicisme allemand, se faisait celui d'une paix négociée qui, si elle n'avait été une pure illusion, aurait éloigné les nuages menaçants qui s'accumulaient à l'horizon. A cette époque les visions historiques des deux personnages étaient donc nettement éloignées. Mais, même plus tard, quand ils abandonnèrent tous deux leurs positions de cette époque et que leur amitié se fit plus étroite (Dehio fut l'un des rares amis qui restèrent aux côtés de Meinecke au cours des dernières années de sa vie, ce fut lui qui prononça le discours en l'honneur du vieil historien à l'Univer-

sité de Berlin à l'occasion de son 90<sup>ème</sup> anniversaire et ce fut encore lui, enfin, qui publia en 1962 sa correspondance), il n'y eut pas, à proprement parler, d'affinité entre leurs points de vue historiques; il s'agissait seulement de profonde amitié, de respect et d'estime réciproques, et tout au plus d'une approche commune vers la perspective burckhardtienne au cours des années de l'après-guerre.

S'il existe un point commun, c'est bien l'emploi de la catégorie de la raison d'Etat, mais il est certain que Dehio, historien des faits politiques, tira l'idée de la raison d'Etat plutôt de la catégorie rankienne de la prédominance de la politique étrangère sur la politique intérieure que du Die Idee der Staatsräson de Meinecke, qui était moins un historien politique qu'un très grand « historien des idées ».

L'oeuvre de Dehio naît directement, même si ce n'est qu'un demi-siècle plus tard, en tant que prolongement et révision critique de l'oeuvre de Ranke et des rankiens. L'idée centrale de Dehio reste le concert des Etats de Ranke dont les règles dirigent les raisons d'Etat particulières. Après l'expérience constituée par les deux guerres mondiales, il n'est plus possible d'appliquer tel quel ce schéma à la réalité et il faut tenir compte des éléments nouveaux qui ont modifié l'horizon. Jusqu'à la fin de la deuxième guerre mondiale, les règles de fonctionnement du système européen des Etats naissent de deux principes qui le caractérisent: l'équilibre, c'est-à-dire la liberté des Etats, et l'hégémonie de l'un d'eux sur tous les autres. Depuis la rupture définitive de l'unité médiévale, l'histoire de l'Europe est caractérisée par l'alternance de tentatives d'hégémonie émoussées par des coalitions européennes surgies au moment du danger sous la poussée de puissances qui, en raison de leur position insulaire ou périphérique (Royaume-Uni, Russie, Amérique) sont extérieures au système et se font garantes du rétablissement de l'équilibre. Charles-Quint, Philippe II, Louis XIV, Napoléon I<sup>er</sup>, Guillaume II, Hitler ne furent que les anneaux d'une même chaîne de tentatives d'unifier le système sous le principe de la puissance hégémonique. Chaque fois, l'équilibre fut rétabli, et, avec lui, la liberté des Etats, mais au prix d'une perte de puissance graduelle du système à l'avantage des espaces extérieurs, perte de puissance qui aboutit au remplacement du système européen par le « bipolarisme mondial », et à la fin du rôle de l'Europe en tant que centre des événements politiques du monde. Le dernier anneau de la chaîne fut Hitler, avec qui prend fin le concert européen conçu par Ranke.

Mais c'est Dehio lui-même qui met en lumière les faiblesses du schéma de Ranke et, par conséquent, les limites d'un rap-

prochement. Le désaccord se produit sur trois points cruciaux.

En premier lieu, l'idée de l'Etat n'est plus, chez Dehio, comme elle l'était chez Ranke, spiritualisée et divinisée, ancrée à un monde métaphysique où les idées dont sont porteurs les différents Etats, en dépit même de leurs contrastes de puissance, se fondent de façon harmonique. Pour Dehio, l'Etat est l'institution qui, à la limite, donne corps à l'élément cru de la violence et met en lumière les aspects troubles de la « civilisation ». En second lieu, Dehio, mieux que Ranke, sait évaluer l'importance des puissances latérales au système et l'influence des espaces coloniaux extérieurs dans la rupture, le maintien et le rétablissement de l'équilibre; à ce propos l'influence de l'oeuvre de Seeley se fait sentir chez lui de façon certaine; partant également de l'idée rankienne de la prédominance de la politique étrangère, Seeley l'appliqua à la puissance maritime anglaise et sut reconnaître à l'horizon les traits qui allaient transformer le système européen en quelque chose de tout-à-fait nouveau, le « bipolarisme mondial ». Aux yeux de Dehio, Ranke reste prisonnier de cette mentalité continentale qui empêche de découvrir le plus vaste fonctionnement du système d'équilibre et d'évaluer le poids des puissances anglo-saxonnes. En troisième lieu, et cela constitue sans aucun doute l'élément le plus important, Dehio ne limite pas sa vision à la dynamique des rapports de puissance et des rapports diplomatiques, ou à la considération des idées et des croyances religieuses (ce qui constitue au contraire la limite extrême de l'historiographie de Ranke), mais il l'élargit jusqu'à considérer la dynamique des forces économiques et sociales due au développement de la technique moderne. Pour Dehio, Ranke était toujours resté le citoyen d'une puissance socialement et économiquement arriérée, la Prusse, surgie en raison de son extraordinaire efficacité militaire et d'une série de hasards non moins extraordinaires dans le jeu politique européen: d'où son idée de l'Etat, la nature continentale de son point de vue, et son manque de sensibilité de perception à l'égard des transformations économiques qui sont en train de transformer le visage de la société, et même celui de l'Etat. Si, de Charles-Quint à Hitler, nous assistons à une même série de tentatives hégémoniques alternant avec des rétablissements de l'équilibre, et qui s'expliquent toutes sur la base des lois de fonctionnement du système des Etats, il existe toutefois de profondes différences qualitatives qui sont le produit d'un phénomène ou mieux d'un ensemble complexe de phénomènes que Dehio appelle « civilisation » et qui n'est pas de nature politique mais sociale. L'implication politique de cet élément social autonome est la formation de l'Etat bureaucratique moderne

d'une part et, d'autre part, la possibilité, de la part de l'Etat, d'utiliser les instruments de la technique moderne pour atteindre ses objectifs de puissance. C'est ainsi qu'à mesure que progresse la civilisation, l'élément démoniaque du pouvoir prend corps peu à peu au cours des lustres pour arriver à son paroxysme avec Hitler, artisan de la dernière mais de la plus terrible tentative d'unifier l'Europe sous son hégémonie.

Ayant rénové le schéma de Ranke et vu ses limites, Dehio peut élaborer une critique très fine à l'égard de toute cette catégorie d'historiens qui, s'inspirant justement de l'auteur de *Die grossen Mächte*, voyaient émerger un système mondial des Etats qui à leurs yeux aurait suivi les règles de fonctionnement du vieux système européen, et dans lequel l'Allemagne, après avoir détruit la prétendue puissance hégémonique anglaise sur les mers, aurait eu de droit la place qui lui revenait. L'erreur de Lenz, de Delbrück, de Hintze, de Onken, de Marcks, et j'ajoute même de Meinecke, ce fut justement de ne pas voir que le nouveau règlement mondial qui s'annonçait ne correspondait plus à un système d'Etats dans le sens où l'entendait Ranke, avec des puissances hégémoniques et des puissances garantes de l'équilibre, de sorte qu'ils prirent la tentative de l'Allemagne d'émerger en tant que puissance hégémonique en Europe pour une tentative de garantir un juste équilibre mondial, de même que le Royaume-Uni avait garanti l'équilibre en Europe. On ne pouvait fournir de meilleure justification idéologique à la puissance de l'Allemagne et au nationalisme allemand, mais ce groupe d'historiens le fit car il ne se rendit pas compte de la nature de la puissance qui surgissait, et qu'ils avaient contribué à renforcer et à justifier au détriment de leur propre responsabilité. Dehio, au contraire, à la suite de la terrible expérience que constituèrent les deux guerres d'hégémonie de l'Allemagne, est en mesure, contrairement à Ranke (qui n'avait vu que l'aube de l'ère nationale en Europe) et à ses partisans ultérieurs, de discuter le principe national, d'en constater historiquement la fin en Europe et de souhaiter son dépassement.

L'apport fondamental de Dehio à l'historiographie moderne consiste donc dans le fait qu'il soit demeuré fidèle à la tradition de Ranke en considérant la raison d'Etat comme étant le facteur déterminant du « devenir » politique, sans pour autant rester prisonnier des limites qui arrêtaient Ranke et ses adeptes.

A ce point on peut se demander si la renommée de conservateur que Dehio se fit, particulièrement en Allemagne au sein des groupes les plus avancés (dans la mesure où il en existe), était justifiée. Il nous semble que, au moins sous deux points de vue, cette réponse doit être affirmative. En premier lieu, selon

*Dehio, la situation mondiale actuelle, caractérisée par la présence de deux grandes puissances — par le « bipolarisme » — ne pouvait pas se transformer en un pluralisme de puissances, ni par conséquent en un système mondial (même si celui-ci de par ses dimensions et sa nature devait être tout-à-fait différent de l'ancien système européen), mais tendait inévitablement au monisme, résultat du dénouement de l'irréductible querelle entre l'Occident et le monde communiste. Il est clair que cette position pouvait facilement couvrir, tant en Europe qu'aux Etats-Unis, des tendances et des forces politiques incapables de sortir, de quelque façon que ce fût, du vieil atlantisme de l'après-guerre. En second lieu Dehio, tout en dépassant le schéma rankien des grandes puissances et en complétant l'instrument conceptuel de la raison d'Etat par la considération de la dynamique du processus technique, économique et social, laisse toujours chez le lecteur l'impression que l'éclairage porte de façon trop exclusive sur la considération de l'importance des rapports de puissance entre les Etats et que la catégorie de la « civilisation » soit, en fin de compte, secondaire. Il reste partant, sous cet aspect, dans les limites de l'école historique allemande qui, tout en ayant prouvé de Ranke à Dehio lui-même la grande fécondité de l'emploi de la catégorie de la raison d'Etat dans l'explication du processus politique, commet cependant l'erreur contraire à celle de l'école marxiste qui, négligeant la raison d'Etat, porte exclusivement l'éclairage sur la lutte de classe, en d'autres termes sur la raison sociale.*

*Il faut peut-être rechercher l'explication de cet état de choses dans l'attitude spirituelle de Dehio à l'égard de la « civilisation », qu'il entend comme étant une force objective menaçant de détruire l'« intériorité » de la conscience, de rendre relatives les valeurs métaphysiques auxquelles, en tant que catholique, il rapportait la liberté de l'individu, d'annuler la responsabilité individuelle dans un monde fait de déterminismes. Par conséquent le devoir et la mission de l'histoire, qui étaient autrefois de mener à l'action dans le monde, consistent maintenant à régénérer les consciences, à valoriser la « cellule origininaire de toute histoire, l'homme ». C'est sur ce même point que débouchent, à travers des expériences différentes et par des sentiers divers, Burckhard et Meinecke, pour ne citer que ceux qui sont les plus proches de notre auteur de par leur perspective culturelle. Tel est le chemin qui conduisit Dehio sur les collines de la verte vallée de la Lahn, à Marburg, où il trouva sa nouvelle Heimat, dans la plus belle des vieilles villes allemandes que la barbarie de la guerre n'ait pas atteintes, mais peut-être aussi dans la plus détachée de l'agitation turbulente des forces de la « civilisation » moderne.*

*Mais de toute façon l'actualité et la valeur de son enseignement ne sont pas liées à la perspective philosophique qui l'accompagne, il s'agit là de données qui ont touché notre conscience et notre sensibilité historique et c'est pourquoi nous serons toujours reconnaissants à la mémoire de Ludwig Dehio qui, en nous apprenant à comprendre notre passé, nous a fourni la meilleure indication quant à la route à suivre vers l'avenir.*

a. c.

#### A TITRE D'EXEMPLE

*En classant de vieux documents j'ai trouvé, parmi les publications clandestines de la Résistance et parmi celles qui sortirent tout de suite après, un petit opuscule ayant pour titre Il Partito d'Azione (P. d'A.), Cos'è? Cosa vuole? (Le Parti d'Action, qu'est-ce que c'est? que veut-il?). Auteur: Riccardo Lombardi (1). Date: Mai 1945. Et entre parenthèses — le tout sur la couverture — Ristampa della prima edizione del dicembre 1943. Les dates avaient alors un attrait spécial et éveillaient un écho immédiat. Elles disaient à elles seules une quantité de choses. Submergé par*

(1) Il s'agit, après Nenni, de la personnalité la plus en vue du Parti Socialiste Italien, qui est actuellement au gouvernement en Italie avec les catholiques, les sociaux-démocrates de Saragat et les républicains « historiques ». De formation catholique, R. Lombardi milita dans le Parti d'Action jusqu'à sa disparition, puis il entra au Parti Socialiste. Le Parti d'Action était un parti de bourgeois intellectuels, unis par l'idéologie « *liberalsocialista* » des frères Rosselli et autres doctrinaires qui attribuaient l'origine et la victoire du fascisme à la décadence du vieux libéralisme et du vieux socialisme, et qui voulaient les remplacer par un parti nouveau, libéral mais populaire, de gauche. Ce parti joua un grand rôle moral et intellectuel dans l'anti-fascisme et dans la *Resistenza*, constitua, avec Parri, le premier gouvernement basé sur les forces de la *Resistenza*, mais ne sut pas s'adapter aux conditions de la politique normale et se détruisit de lui-même peu de temps après. Parmi ses militants locaux beaucoup abandonnèrent la vie politique active. Ses dirigeants nationaux poursuivirent, au contraire, leur activité politique dans d'autres partis.



les souvenirs et pris de curiosité, j'ai feuilleté cette brochure, m'arrêtant au passage sur le petit chapitre intitulé *Il programma internazionale*, et finissant par lui accorder toute mon attention.

Je constate que Lombardi ne fait aucune allusion aux problèmes traditionnels de politique étrangère. Le problème international se résume pour lui en un seul problème: l'unification politique de l'Europe, considérée comme un premier pas vers l'unité mondiale. Par un exposé aussi bref que clair, il affirme la maturité historique de l'unité européenne, il passe en revue les solutions en principe possibles, il rappelle la nécessité du transfert d'une partie de la souveraineté des Etats nationaux à la Fédération, et finalement il énumère quelques-uns des avantages de la solution fédéraliste du problème européen: la coexistence pacifique des Européens, la fin des revendications territoriales, l'expansion économique, la limitation des armements, la liquidation du colonialisme.

La lecture finie, j'ai pensé qu'il valait la peine de rappeler aux lecteurs du «*Fédéraliste*» comment l'on pouvait voir si clairement, dès 1943 (et même avant, à vrai dire, car Lombardi ne fut que l'un de ceux qui y virent clair, même s'il fut particulièrement lucide), que, en Europe, l'histoire des rapports diplomatiques entre les Etats était sur le point de finir et que celle de l'unification politique allait commencer; j'ai voulu rappeler en outre comment, dès cette époque, certains virent avec clarté, tant la nature institutionnelle du problème que les effets positifs qu'aurait sa solution. Et voilà le texte de Lombardi:

(*Le programme international*). Pour garantir les conditions nécessaires au progrès économique et social dont nous avons parlé dans le chapitre précédent, il est indispensable de réaliser l'unité de l'Europe, anneau d'une ultérieure unité mondiale. Le problème de l'unité européenne est aujourd'hui mûr, et il est sur le point d'être résolu, de quelque manière que ce soit; il est d'importance fondamentale que la solution à laquelle on aboutira soit, parmi les solutions possibles, la plus libérale et la plus progressive. En effet, il est inconcevable qu'après deux guerres mondiales dans la vie de la même génération, l'Europe puisse persister à maintenir son état de fractionnement médiéval, à être divisée en compartiments étanches par de vieilles frontières économiques et politiques, à être contrainte de trouver un équilibre, et combien instable, dans la politique des armements et dans celle de l'autarcie.

Les solutions possibles, en ce qui concerne l'unité européenne, sont trois:

(1) L'unification de l'Europe sous la domination de la puissance la plus forte au point de vue militaire et économique; c'est la solution du despotisme, la colonisation de l'Europe (même si c'est d'une Europe qui va vers la prospérité économique), la solution que l'Allemagne hitlérienne a tentée et pour la réalisation de laquelle elle a déchaîné la guerre actuelle: contre elle, toute l'Europe s'est insurgée.

(2) La société des Nations. La tentative a été faite à la fin de la première guerre mondiale et elle a échoué lamentablement, non seulement en raison de la mauvaise volonté des hommes, mais à cause des défauts intrinsèques d'un système qui maintenait inaltérée et illimitée la souveraineté des Etats membres, de sorte que la S.D.N. était dépourvue de tout pouvoir autonome en dehors d'un simple pouvoir de police internationale.

(3) L'unité fédérale des Etats-Unis d'Europe. C'est là la solution vraiment libérale et progressive. L'Europe ne serait pas unifiée suivant le processus de formation des Etats nationaux, c'est-à-dire par la dilatation graduelle des frontières de l'Etat le plus fort, militairement parlant (Prusse, Piémont), ni par l'imposition d'une force en quelque sorte étrangère et qui répugnerait aux différents Etats nationaux, qu'elle soit exercée par l'Allemagne, par la Grande Bretagne ou par la Russie, mais organisée en un système fédéral qui, sauvant ce qui doit être sauvé, c'est-à-dire les caractéristiques nationales et l'originalité culturelle de chaque nation, abolirait graduellement les frontières économiques, éliminerait à la base les conflits intérieurs et unifierait la politique étrangère. La limitation de la souveraineté des différents Etats fédérés signifie que, au-dessus de cette souveraineté, il y aura la souveraineté fédérale, laquelle sera seule pourvue des forces armées nécessaires pour faire observer ses propres décisions, les citoyens jouissant de la double nationalité, de celle de l'Etat auquel ils appartiennent, d'une part, et de la nationalité fédérale d'autre part. Ainsi l'inclusion de zones contestées pour des raisons ethniques, historiques ou militaires parmi les frontières de tel ou de tel Etat, cesserait d'avoir autant d'importance et écarterait à la base l'occasion de conflits la plus fréquente; des problèmes politiques qui autrement sont insolubles (frontières de la Finlande, Etats baltiques, frontières juliennes, minorités slaves, etc...) trouveraient une position stable garantie par l'autorité fédérale contre les tentatives de dénationalisation ou d'oppression politique; la suppression, ou tout au moins l'élargissement des frontières économiques, condition vitale pour la reprise économique de l'Europe, se réaliserait progressivement, surmontant les obstacles que constituent les formidables intérêts particuliers drapés dans

les idéologies nationales; la circulation des capitaux et des forces de travail disponibles serait rétablie et vaincue la torpeur mortelle des autarcies économiques; la constitution d'une armée fédérale de relativement faible importance, étant donné le désarmement total des Etats fédérés, comblerait le gouffre ouvert par les dépenses militaires et qui a englouti le meilleur du travail d'une génération; la question coloniale serait posée sur le plan moral et humain de l'association des vastes possibilités de travail de l'Europe, en vue de la civilisation des pays arriérés, à leur avantage réciproque, et, grâce au système de la porte ouverte, elle cesserait d'être un instrument d'oppression et d'exploitation pour les pays colonisés et la source de guerres pour les colonisateurs. C'est ainsi que seraient brisés les nationalismes réactionnaires et destructeurs, tandis que l'on conserverait ce qu'il y a de sain, de spontané et de progressif dans l'idée de nationalité.

Enfin la Fédération européenne offre la seule solution cohérente au problème fondamental de la coexistence pacifique en Europe de la communauté nationale allemande, en dehors des rêves comiques d'une restauration des Habsbourgs, et des rêves sinistres d'une destruction du peuple allemand ».

\*\*\*

*Très bien. Mais à la fin de la guerre, du point de vue militaire, les Européens ne comptaient plus pour rien en Europe. Seuls les Russes et les Américains comptaient, et les fédéralistes tels que Lombardi plièrent devant leur puissance. En matière de politique internationale il se limitèrent à choisir entre les Américains et les Russes de Staline (comme le fit Lombardi lui-même, même si ce fut à l'abri du rideau de fumée d'un neutralisme purement verbal). Parmi eux personne ne fut partisan de l'Europe. Le moment venu de tenter d'unir l'Europe, ils n'y pensèrent plus. Ils laissèrent, presque sans réagir, le sort de l'Europe entre les mains des Américains et des Russes.*

*Or la question ne consiste pas à envisager si l'on aurait pu effectivement réussir, en exploitant le problème du règlement européen d'après-guerre, à fonder un premier noyau fédéral. Il nous suffit ici de constater que, dans la partie occidentale, grâce à l'idéalisme américain, cette tentative était possible. Le problème européen était sur le tapis. Il fallait reconstruire les Etats, refaire leurs constitutions et donner une forme nouvelle à leurs rapports réciproques tandis que leur unité de fait s'était déjà imposée sous le protectorat américain. Les partis ne pouvaient pas ne pas prendre position. C'était à eux de choisir*

*entre l'unité et la division. Ils auraient pu dire: il faut reprendre la vie politique sur la base de l'unité, car ce ne serait que de la folie que de reconstituer les institutions qui nous divisent. Mais personne, parmi leurs dirigeants, ne tenta de les amener à ce point. Tous se cramponnèrent aux épaves des vieux pouvoirs nationaux et, sans aucune conscience des possibilités extraordinaires créées par le cataclysme de la guerre, ils reconstruisirent les Etats nationaux comme si c'était la seule chose à faire, comme si c'était tout naturel.*

*On ne cesse pas de s'étonner de cette inconscience de la part de ceux qui avaient crié en chœur avec Attlee « se fédérer ou mourir ». Mais ne voulaient-ils donc pas l'unité? Pourquoi alors recommencèrent-ils sur la base de la division? En se battant pour l'unité fédérale on risquait un échec, c'est certain, et il en va de même pour toutes les luttes des hommes. Mais, si l'on s'était vraiment battu, en faisant appel au peuple, même un échec aurait été fécond. L'âme de la population se serait trouvée, de lors et à jamais, du côté de l'unité de tous les Européens. Personne n'aurait accepté la division en deux sphères d'influence, imposée à l'Europe par les grandes puissances, comme étant une chose normale, à savoir la base stable sur laquelle organiser de façon permanente la vie politique. Personne n'aurait confondu la brutale domination stalinienne avec le socialisme, ni le protectorat américain — tout en reconnaissant sa générosité — avec la démocratie. Tant à l'Est qu'à l'Ouest, la lutte politique aurait suivi une courbe ascendante et non pas descendante, et elle aurait été infiniment plus courageuse, plus noble et plus libre. Et si l'on avait gagné? Le premier noyau fédéral de l'Europe occidentale (même s'il n'avait été que continental) aurait sans doute possible assumé le rôle de troisième force dans la politique mondiale. Au lieu de constituer le principal terrain de lutte entre les U.S.A. et l'U.R.S.S., le problème européen se serait ainsi posé comme celui de l'adhésion pacifique des autres Etats européens au premier noyau fédéral. C'est ce qui se serait certainement produit, à commencer par le plan Marshall, et à l'occasion d'événements tels que la succession de Staline, la révolution hongroise, etc... De toute façon il est certain que ce noyau fédéral aurait désormais donné naissance à la Fédération européenne véritable, englobant tout ou presque tout le territoire européen.*

*Mais la lutte pour l'unité européenne n'eut pas lieu. Ceux qui avaient promis de se battre pour l'Europe s'occupèrent exclusivement de la reconstruction des Etats nationaux, c'est-à-dire de la reconstruction de la division du passé. Et si, malgré la célérité des politiciens, le passé ne revint pas, avec tout son cor-*

tège de malédictions et de pauvreté, ce fut seulement en raison de la nouvelle situation de pouvoir qui empêcha aux vieux Etats de développer de nouveau, notamment dans le domaine des relations internationales, des véritables politiques nationales. En fait, à cause du déclin des souverainetés nationales, l'unité européenne est en train d'émerger, péniblement, des structures de division.

Et que pensent maintenant de l'unité ces politiciens, qui, en 1943, s'étaient déjà rendus compte de la tendance unitaire de l'histoire de l'Europe? Ils n'ont plus le même point de vue qu'en 1943, alors qu'ils n'étaient pas insérés dans la lutte pour le pouvoir. L'Europe qu'ils voient actuellement est celle dont ils s'occupent, celle qui se révèle au sein de leur optique nationale, attachés qu'ils sont aux pouvoirs nationaux. C'est l'Europe qui subit sans discuter la division en deux sphères d'influence opposées, celle qui a renoncé à sa liberté. C'est l'Europe divisée en Etats nationaux, laquelle permet encore, même si ce n'est que pour des questions mesquines, d'opposer Etat à Etat. Et ils disent ce que cette pauvre Europe leur permet de dire, tel Riccardo Lombardi qui, en 1963, en arriva à affirmer qu'il n'est pas vrai que la Fédération coïncide avec la démocratie et la confédération avec l'anti-démocratie (alors, étant donné que dans les confédérations il n'y a pas de gouvernement du peuple, Lombardi pense que la démocratie ne coïncide pas avec le gouvernement du peuple?). Ecoutons-le à vingt ans de distance (2).

\*\*\*

« Nous nous trouvons en face du vrai, du réel dilemme pour les Européens, dilemme qui n'est pas relatif à la forme institutionnelle de l'Europe, c'est-à-dire au fédéralisme ou au confédéralisme, suivant ce que l'on pensait quand on finissait par identifier le premier avec une position démocratique et le second avec une position non démocratique. L'initiative de de Gaulle met à nu, dans son entière crudité, lui enlevant l'écran quelque peu fictif des formes institutionnelles, le choix entre une Europe démocratique et une Europe autoritaire. Et de ce point de vue je crois que nous ne devons nous faire aucune il-

(2) Il s'agit de la première partie de l'intervention de R. Lombardi à l'onzième « *Convegno degli Amici del Mondo* » (hebdomadaire des libéraux de gauche) sur le sujet « Que faire pour l'Europe? » (2-3 février 1963, Rome). Cf. le recueil des rapports et des interventions, *Che fare per l'Europa?*, publié sous la direction d'Altiero Spinelli, Edizioni di Comunità, Milano 1963, p. 115 à 127. L'intervention de R. Lombardi a pour titre *Savoir contester*.

lusion: comme le rapport de Spinelli l'a mis en relief, dans la partie que je considère comme la plus importante, nous ne devons pas nous imaginer pouvoir mener dignement la bataille pour la démocratie de l'Europe, vu la nouvelle situation qui s'est créée à la suite des récents événements, sans sacrifices et sans risques; Spinelli a dressé un tableau convainquant de la série de comportements auxquels peuvent être amenés les diplomates, les fonctionnaires, les technocrates, qui se sont constitués, groupés, qui ont établi des traditions et des habitudes, dans les organismes européens, au point de limiter leurs actions de résistance et de contre-attaque à de simples manifestations verbales, sans oser arriver aux conséquences pratiques et politiques réelles — ce qui se traduirait par une soumission à la position qui dans ce cas resterait la seule position conséquente, celle de de Gaulle qui cherche en ce moment à organiser l'Europe autour de lui.

Or je dirais qu'une position qui voudrait réaliser sérieusement la résistance et la contre-attaque devrait assumer les risques nécessaires. Et le premier risque qu'il faut évaluer froidement c'est celui de mettre en danger les réalisations européennes elles mêmes; malheur à qui partirait du principe que ce qui a été créé en Europe est valable et positif au point qu'il convient de payer n'importe quel prix pour le maintenir; je crois qu'il s'agit là de la position la plus fautive. Position aussi fautive que celle de qui voudrait contester a priori la réalité des institutions européistes créées jusqu'à ce jour et leur capacité de servir de base de départ. Je crois que ce serait une conséquence de cette première erreur que de nourrir l'illusion que l'on pourrait de quelque façon (alors que de Gaulle et Adenauer mènent leur lutte pour un certain type d'Europe) conduire parallèlement l'action pour le renforcement des institutions européistes existantes et pour leur développement. Il me semble que c'est peut-être le seul point faible du rapport de Spinelli, c'est-à-dire une confiance excessive (qu'il me démente lui-même si mon interprétation est erronée, mais il vaut la peine de discuter à ce sujet) dans la possibilité d'opposer simplement une action ayant pour but un développement supranational des institutions existant déjà — un affaiblissement des pouvoirs du conseil des ministres par rapport au renforcement du pouvoir des commissions supranationales — à l'initiative européenne déclenchée par de Gaulle, qui s'est révélée effective, réelle, appuyée sur des bases d'un réalisme brutal. En pratique une solution de ce genre conduirait tout juste à une abdication réelle parce que les institutions, même si elles existent déjà, ne peuvent pas ne pas suivre leur dynamique effective dans leur cours concret

de réalisation et de développement, ne peuvent pas se détacher des forces qui les dominent. Or il ne fait aucun doute qu'en ce moment la position gaulliste et la position d'Adenauer dans les institutions européistes sont très fortes, et que la position des autres pays et des représentations des autres pays, même de ceux dont les gouvernements ont pris officiellement ou prennent une position très ferme à l'égard de l'initiative gaulliste, ne présente pas, au niveau des institutions européistes, la même fermeté; je répète qu'il s'est formé des habitudes, des comportements, qu'il s'est formé et qu'il se forme des solidarités qu'il faut également courir le risque de briser si l'on veut instaurer une réelle politique opposée à celle de de Gaulle.

Mais attention, je ne dis pas qu'il faille abandonner à leur sort les institutions communautaires qui existent déjà, ou même se désintéresser d'elles, et interrompre l'oeuvre de construction communautaire; je dis que là où une ferme action de résistance à de Gaulle, et la réaction gaulliste à cette résistance, pourrait mettre à l'épreuve ces institutions, il ne faut pas partir de la conviction qu'il est nécessaire de sauvegarder à tout prix ce qui a été fait jusqu'à maintenant. Une telle question préjudicielle conduirait tout droit à la capitulation.

Nous ne pouvons pas supposer en effet que le renforcement pur et simple des institutions actuelles et leur développement puissent constituer une contre-partie valable, une valable alternative à l'action assez cohérente de l'autre partie qui se développe sous la direction de de Gaulle. Déjà, il y a quelques mots, au cours d'une réunion que mon parti, le Parti Socialiste Italien, organisa pour discuter les problèmes de l'Europe, et dont le compte-rendu sera publié sous peu, nous avons mis en évidence le fait que, même indépendamment du succès de l'action gaulliste et de la solution dramatique des pourparlers avec la Grande-Bretagne, une certaine évolution des institutions européistes sur le terrain économique (et ce n'est guère que sur le terrain économique qu'elles jouent) s'annonçait en des termes nettement antidémocratiques. La Communauté Economique Européenne tend institutionnellement à libérer les forces économiques de certains liens de caractère international, mais en même temps elle les affranchit de certains liens que les communautés nationales avaient démocratiquement posés et posent encore; c'est là un cadre institutionnel fait objectivement sur mesure pour que certaines forces qui dominent sur nos marchés et dans la constitution de notre société obtiennent également sur le plan supranational cette prédominance, et assurent aux organisations européennes une conformation qui coïncide avec leurs intérêts. Il faut donc se placer sur le terrain de la contestation et pour

ce faire il ne faut pas se préoccuper du fait que *il congelamento* (la congélation), si nous voulons employer un mot brutal, que *il congelamento* du développement, dans le sens politique, des institutions européennes puisse se produire et ceci, par suite de la volonté délibérée des participants non gaullistes de la communauté européenne ».

\*\*\*

*Etc... etc... etc... Il faut donc risquer de tout rompre, de se confiner de nouveau dans les cadres nationaux, de suffoquer l'expansion économique, d'appauvrir les travailleurs, d'accentuer une fois encore les contrastes nationaux? Et à quel profit? Au profit de quelle alternative européenne? La voici cette alternative: a) ne pas se limiter à laisser en suspens le problème de la participation de la Grande Bretagne à la Communauté Economique Européenne; b) ne pas éviter de faire comprendre que, si c'est nécessaire, nous sommes disposés (« nous », ce sont les Italiens, Lombardi pense à l'Europe en italien) à mettre en peril la vie même des institutions européennes qui existent déjà, et ceci dans le but de: c) reconnaître les frontières actuelles de l'Allemagne; d) renvoyer le problème de l'Europe politique jusqu'à la « solution » du problème allemand, ce qui signifie, pour Lombardi, la réunification de l'Allemagne sur la base de son désarmement et de sa neutralisation (et pourquoi? tandis qu'une Allemagne réunie, désarmée et neutralisée n'est qu'un rêve, la Fédération résoudrait-elle automatiquement — et pour tous les Etats membres — les problèmes de ce genre, en éliminant leurs armées et en supprimant leurs pouvoirs de politique étrangère); e) ne pas intégrer les forces militaires européennes mais plutôt, tout en acceptant l'O.T.A.N., chercher à désarmer l'Europe occidentale au maximum.*

*Vaut-il la peine de commenter ce fatras d'aspirations velléitaires et de contresens? Non. Il vaut seulement la peine d'observer qu'à cette décadence morale et intellectuelle ne peuvent échapper en aucune façon tous ceux qui, participant à la politique nationale, ne font et ne voient que ce que leur Etat national leur permet de faire et de voir.*

m. a.

## Les livres

ALEXANDRE MARC, *Dialectique du déchaînement. Fondements philosophiques du fédéralisme*, La Colombe, Paris, pp. 121.

Alexandre Marc m'a dit un jour que je ne l'écoutais jamais, et au moment où il me l'a dit — mais cette fois-là seulement — c'était presque vrai. Au Comité central du Mouvement Fédéraliste Européen on était en train de discuter l'attitude à adopter en face de l'échec de la tentative anglaise d'entrer dans le Marché commun. Le débat était sur le point de se terminer, le temps mesuré, et comme je devais mettre au point une motion au nom du courant autonomiste, j'étais penché, la plume à la main, sur un bout de papier. En apparence j'essayais d'écrire, mais en réalité je n'arrivais pas à ne pas suivre l'orateur, qui était justement Alexandre Marc. Ainsi cette fois-là encore, tout en n'en ayant pas l'air, je l'écoutais, comme je l'ai d'ailleurs toujours fait depuis que j'ai l'honneur de le connaître.

Je peux dire la même chose à propos de ses livres. Non pas que je les connaisse tous, par exemple je n'ai pas lu (parce que je ne l'ai pas trouvé) son travail sur Proudhon. Mais j'ai lu ses livres récents: *Civilisation en sursis*, *Europe terre décisive*, et enfin *Dialectique du déchaînement*. Si je n'en ai jamais parlé c'est parce que je n'étais absolument pas en mesure de le faire. D'un côté, me trouvant sur une plate-forme culturelle tout-à-fait opposée à la sienne, j'avais tendance à repousser complètement sa pensée; d'autre part je sentais, tout en ne sachant pas bien pourquoi, que je ne pouvais pas ignorer ce que Marc exposait sans priver mon fédéralisme lui-même de quelque chose d'essentiel. A vrai dire il ne me semblait pas que ma plate-forme conceptuelle — influencée au point de vue philosophique par l'historicisme, au point de vue scientifique par le néo-positivisme, et dans la sphère logique par ce que Bergman a appelé le tournant linguistique de la philosophie — fût tout-à-fait incompatible avec

le contenu des pensées de Marc, mais je ne voyais pas bien le lien et je me taisais. En substance je ne comprenais pas encore assez clairement ni la pensée de Marc, ni mon expérience elle-même.

Ce n'est que depuis peu qu'il me semble voir à fond l'une et l'autre, je dis voir, et non pas comprendre, ce qui comporte un pas ultérieur. Ma conception du fédéralisme s'est continuellement élargie, à partir de la conviction initiale selon laquelle il ne serait que la théorie d'un type d'Etat, jusqu'à la conviction actuelle selon laquelle il est la conscience théorico-pratique d'un comportement social indépendant qui est sur le point de coïncider avec le cours de l'histoire. En même temps les fragments épars de mon expérience se réunirent peu à peu, et un peu de lumière commença à se faire sur beaucoup de choses obscures. A l'heure actuelle il me semble que le fédéralisme m'a porté jusqu'à un point d'où l'horizon est si vaste qu'il permet au regard d'embrasser toute l'histoire contemporaine. Et au fur et à mesure que le fédéralisme a élargi mon horizon (comme on le voit le défaut était de mon côté, et non pas du côté de Marc), il m'a semblé que j'avais également la possibilité d'affronter des sujets et d'étudier des problèmes qui avant m'étaient interdits.

Ce que je sais dire maintenant au sujet de la pensée de Marc correspond à ce que je sais dire au sujet de mon expérience. J'ai l'impression d'être en train de refaire, par une sorte de voie montante, des choses aux idées, une route que Marc a parcourue par une voie descendante, des idées aux choses. J'ai la sensation d'y retrouver un à un les mêmes objets qu'il a trouvés, mais du côté opposé. Ma pensée se dessine souvent devant moi juste comme l'image renversée de la sienne. Il peut y avoir un fond de vérité dans cette imagination. Marc était européen et fédéraliste quand le visage de l'Europe était encore défiguré par le nationalisme parvenu à son point culminant, au temps où le succès du pouvoir le plus centralisé de l'histoire moderne semblait avoir définitivement réduit le fédéralisme à une ombre sans consistance. C'était le fascisme, au contraire, qui était une ombre sans consistance. Il ne fut en réalité que la tentative désespérée de barrer la route au fédéralisme qui avançait. Mais qui s'en rendait compte alors? Et, faudrait-il ajouter, combien le savent aujourd'hui? Il ne fait pas de doute, cependant, que pour penser de la sorte dès cette époque-là, pour entrevoir à travers les éclairs de l'orage le bleu du ciel, il fallait posséder un très grand pouvoir de concentration idéale, il était nécessaire de vivre les choses en pensée seulement. Ce n'est qu'avec les yeux de l'esprit que l'on pouvait s'attacher à l'opposé du fascisme, au fédéralisme. Si cela est vrai, Marc ne pouvait commencer que

là où il a commencé, c'est-à-dire par une réflexion globale de caractère métaphysique.

De toute façon, pour Marc, le fédéralisme est, en dernière instance, une condition métaphysique, la condition métaphysique dans laquelle se dévoile la dialectique ouverte du déchaînement, et dans laquelle se dépassent les dialectiques du passé, lesquelles peuvent, à son avis, se réduire provisoirement aux trois types suivants:

— *Dialectique de l'aplatissement* — qui tend à nier la diversité, la complexité, à ramener l'homme ou le monde, l'homme et le monde à l'une de leurs dimensions (par exemple à l'immanence), à l'un de leurs composants (par exemple à la « matière » ou, au contraire, à l'« esprit »);

— *Dialectique de la négation* — qui tend à nier l'unité de l'être, à la décomposer, à la décomposer par exemple en deux entités séparées (le bien et le mal dans la conception manichéenne), ou encore en deux séries parallèles (l'âme et le corps, le sensible et l'intelligible, l'individu et la société) érigeant ainsi en absolu la négation même de l'absolu;

— *Dialectique de l'enchaînement* — qui croit « enchaîner » l'être en « enchaînant » des notions ou des concepts et qui (contrairement au fédéralisme) tend à se constituer en système (que l'on songe à Hegel ou à son fidèle disciple Marx), c'est-à-dire en une prétendue totalité, close et se suffisant en quelque sorte à elle-même.

Marc arrive jusque-là, et c'est de cette hauteur qu'il examine les phénomènes les plus importants de l'histoire contemporaine. Moi, à ce point, je m'arrête, du moins pour l'instant. Je peux m'expliquer le fait que les premières lueurs d'une nouvelle ère, alors qu'aucun de ses caractères n'est encore présent, se manifestent à travers une espèce de concept raréfié (Hegel dit, dans sa préface à la *Phénoménologie de l'esprit*, à travers le concept simple de l'entier, l'entier dans l'enveloppe de sa simplicité). Il n'en est pas moins vrai que cet « entier », duquel Marc parle selon sa philosophie, je ne le découvre encore qu'en imagination, pas encore en pensée réelle. Mon expérience est insuffisante. Je viens juste d'arriver en face de l'objet global et il me faudra beaucoup de temps pour me familiariser avec lui, pour le connaître. Comme je viens d'une autre route, de ma voie montante, je le trouve devant moi du côté opposé. Il me semble qu'il est constitué par l'ensemble des connaissances qui font partie du patrimoine de tous, qu'il se manifeste exclusivement à travers le langage commun, qu'il ne peut pas se passer de Dieu, bien qu'il ne le possède pas intimement. Il me semble qu'il a un caractère dialectique, qu'il est le vrai siège de la dialectique. Sur cette

base je crois que les idées, avec leur fixité irréaliste, ne sont que des types, des échantillons pour mesurer l'expérience... Mais il ne s'agit encore que d'impressions, et tant que ces impressions ne seront pas devenues de véritables opinions, je ne serai évidemment pas en mesure d'évaluer (selon mon point de vue, cela va sans dire), les conceptions que les autres, et Alexandre Marc en particulier, se sont faites du même objet global.

m. a.

GERHARD RITTER, *Das deutsche Problem. Grundfragen deutschen Staatslebens gestern und heute*. München, R. Oldenbourg, 1962, pp. 218.

Dans ce volume, la réélaboration d'une oeuvre parue en 1948 (1), Ritter se propose de découvrir les causes historiques du national-socialisme. Il analyse des mouvements de pensée et des événements historiques qui, à son avis, ont eu leur part dans le processus qui a donné naissance au nazisme, à savoir: le luthéranisme, le prussianisme, la Révolution française, le nationalisme dans ses trois moments successifs (idéisme, réalisme, impérialisme), et la première Guerre mondiale. Ces mouvements de pensée et ces événements historiques sont indiqués par ordre d'importance croissante; en effet, alors que les rapports entre le luthéranisme et le prussianisme d'une part, et l'hitlérisme d'autre part, seraient extrêmement indirects et d'importance minime, on pourrait déjà découvrir dans la Révolution française des motifs se retrouvant dans la période hitlérienne; ces motifs se feraient de plus en plus nombreux à mesure que la pensée et le climat nationalistes évoluent, au point d'être prédominants et exaspérés au cours de la première Guerre mondiale.

Mais cette décomposition de l'histoire nous semble un procédé arbitraire. Sur cette base Ritter examine les différentes périodes historiques et les événements qui les ont caractérisés, se

(1) *Europa und die deutsche Frage*, München, 1948.

préoccupant seulement de découvrir les rapports qui existent entre chacun d'eux et le nazisme et négligeant ceux qui les unissent entre eux. Il s'agit d'une méthode qui n'est pas légitime car elle rompt la continuité historique. Mis à part le luthéranisme dont les rapports avec la politique, après le XVIII<sup>ème</sup> siècle, sont très discutables, il est en effet illicite de négliger l'étude des rapports de conditionnement qui lient les différents moments étudiés entre eux. Il est certain, par exemple, comme le soutient Ritter, que la dévotion envers le roi, la discipline, le sens du devoir, qui constituèrent l'essence du prussianisme, n'ont que fort peu à voir avec le fanatisme de masse et l'obéissance aveugle qui caractérisèrent le national-socialisme. Mais il est également certain que l'organisation étatique et la mentalité prussienne furent la conséquence d'une donnée qui a caractérisé l'histoire germano-prussienne tout au long de son développement, et jusqu'à la fin de la seconde Guerre mondiale, à savoir la malheureuse position géographique de la Prusse d'abord, de l'Allemagne ensuite, position qui les exposait à être attaquées sur plusieurs fronts, les contraignant à maintenir une centralisation marquée et un appareil militaire puissant, avec toutes les conséquences inévitables que cet état de choses entraîne sur les rapports entre citoyen et Etat. Et il est certain que les idées de la Révolution française, qui parcoururent toute l'Europe, eurent en Prusse des conséquences particulières, justement parce qu'elles furent appliquées de façon autoritaire, d'en haut, par suite de la rigidité structurelle de l'Etat prussien, et que, par conséquent, elles n'alimentèrent aucun ferment révolutionnaire. Par ailleurs, dans un Etat constamment exposé aux dangers d'invasion, le patriotisme était inévitablement destiné à prendre des couleurs nettement réalistes et guerrières. Il ne semble donc pas licite d'évaluer séparément l'influence des différents moments historiques car, toujours dans le cas que nous sommes en train d'examiner, les effets de la Révolution française sur la Prusse ne peuvent être évalués que dans la forme particulière qu'ils assumèrent par le fait qu'ils s'étaient manifestés à l'intérieur d'une structure comme celle de l'Etat prussien, et cette observation vaut pour tous les autres cas.

On peut peut-être expliquer la façon de procéder de Ritter en mettant en lumière deux des buts qu'il poursuit en écrivant son oeuvre. Le premier consiste à mettre en évidence, contre ceux qui imputent la catastrophe de l'Allemagne à une espèce de génie malfaisant de la nation allemande, le fait que les tournants fondamentaux de l'histoire germano-prussienne furent déterminés par des événements non exclusivement allemands, mais dans lesquels fut impliquée l'Europe entière, tels que la

Révolution française et le mouvement national, qui se manifestèrent dans tous les Etats du continent. Tout en étant légitime en substance, cette préoccupation fait courir à l'auteur le risque d'oublier en quelque point que, bien que les événements de l'histoire allemande (comme celle de tous les autres Etats européens) ne puissent être compris que dans le cadre complet du système européen des Etats, cela n'exclut pas le fait que la position géographique, les différentes dimensions et le différent degré de développement économique de chacun d'eux aient conféré à leur politique des caractères partiellement différents. Ceci concerne également le nazisme qui, bien qu'il ne soit pas imputable à la « nation » allemande et qu'il ait une cause européenne, est lié à la situation particulière du pouvoir politique allemand dans la dernière phase du système européen des Etats.

La seconde préoccupation de Ritter, préoccupation tout-à-fait légitime d'ailleurs, est de s'opposer à ce courant historiographique éclos dans la deuxième après-guerre et qui, animé par l'horreur suscitée par la cruauté nazi, a prétendu assumer une attitude indiscriminée de condamnation de toute l'histoire allemande, mettant dans le même sac Frédéric II, Bismarck et Hitler et présentant les deux premiers comme des précurseurs du dernier (2). Ritter est donc poussé à séparer très nettement les différentes périodes de l'histoire allemande et à mettre en lumière avec une évidence incontestable que Frédéric II et Bismarck vécurent dans un climat politique et culturel qui n'avaient rien de commun avec celui que connut Hitler (3). Sur ce point Ritter rend

(2) Il s'agit de déformations historiques, curieusement parallèles à celles que présente, avec des évaluations opposées, la propagande des *Alldeutschen* avant la première Guerre mondiale, et qui fut la première à exaspérer les traits guerriers et brutaux de l'histoire allemande précédente. « La figure tragique, dans sa profonde solitude, du grand roi prussien (Frédéric II), écrit justement Ritter à propos de cette propagande (p. 141), est transformée en celle d'une banale idole guerrière, aux nerfs d'acier; Bismarck, le diplomate génial et ductile à l'intelligence souveraine est transformé en un homme brutal et autoritaire, aux bottes de cuirassier: le "Chancelier de fer", et le plus clair de son art diplomatique aurait consisté à abattre énergiquement son poing sur la table ».

(3) En politique étrangère, écrit Ritter (p. 8), Frédéric II « ne devait pas ses succès à une impétuosité sauvage, mais à une combinaison rusée, parfois raffinée, de recours aux armes et d'ententes diplomatiques, selon le style normal de la politique de cabinet de cette époque ». « Même sa conduite pendant la guerre, lit-on p. 29, n'a rien à voir avec l'impétuosité sauvage. Fondamentalement elle ne se distingue pas du tout (comme l'a démontré l'historiographie allemande bien avant 1914, et contrairement aux différents préjugés qui dominèrent plus tard au sein de l'Etat major) de la prudente stratégie de son temps,

un indiscutable service à la vérité historique, même s'il court le risque, dans son effort de mettre les différences en lumière, de perdre de vue la continuité de l'histoire germano-prussienne (4).

Toutefois il s'agit de critiques ne concernant que la distribution du volume et le ton de quelques affirmations. En fait, les analyses suggestives de Ritter, lequel s'insère dans le meilleur

stratégie toute attentive à économiser les forces au maximum, malgré la tactique offensive hardie qui visait à une décision rapide du sort des batailles. Elle n'engageait pas, pour arriver à ses fins, toutes les forces du pays mais s'enorgueillissait au contraire du fait que "le citoyen pacifique ne s'apercevait même pas des batailles que le roi combattait". En politique intérieure également, il serait ridicule d'établir une comparaison avec Hitler (p. 30): « Le grand mouvement humanitaire de son époque, né en Angleterre, et qui se proposait d'instaurer, grâce à l'oeuvre de la raison illuminée, une nouvelle ère d'ordre pacifique, de florissante culture et de bien-être économique, l'entraîna lui aussi et fut un élément moteur profond de sa vie toute entière. Il s'engagea à fond pour assurer à son peuple, avec un gouvernement éclairé, la liberté spirituelle, un système juridique sûr, basé sur des principes de progrès et d'humanité, et le plus grand bien-être matériel possible. Il ne se contentait pas d'être un *condottiere* militaire, il voulait être aussi sur le plan humanitaire "philosophe de Sans-souci", il s'inspirait non seulement de César, mais aussi de Marc Aurèle. La difficulté de concilier ces deux aspects explique le problème et le plus profond mystère de sa vie. Mais cela le détache nettement de ce cliché "prussien" qu'utilise la tendancieuse polémique actuelle pour obscurer sa figure; et il était aussi loin de la primitivité d'un Adolf Hitler, comme d'autres l'ont déjà fait remarquer, qu'un concert pour flûte de Sans-souci peut l'être du Horts-Wessel-Lied, parce que ces principes humanitaires ne restèrent pas un pur et simple programme de ses testaments politiques, mais devinrent une réalité concrète (à part quelques rechutes occasionnelles dans la vieille justice de cabinet), dans ses lois sur la tolérance, dans sa réforme du droit et du système judiciaire, et dans sa politique économique mercantiliste ».

De son côté, la politique de Bismarck « était foncièrement une pure politique de puissance, inspirée par les intérêts, et guidée par la froide considération de la raison d'Etat prussienne, et non pas par la passion et par l'arrogance d'un nationaliste » (p. 96). Du reste « les cours européennes considèrent... le mouvement national allemand de 1848 comme étant beaucoup plus agressif, beaucoup plus menaçant, que la politique de la Prusse, et à juste titre. En effet, ces libéraux et ces démocrates étaient avant tout orientés dans un sens allemand, c'est-à-dire vers la création d'un Reich qui n'existait pas encore, et ils ne se préoccupaient pas trop de l'Europe. Bismarck, au contraire, était avant tout orienté dans le sens prussien et conservateur et, en même temps, toujours dans un sens européen; il était toujours conscient des dangers que suscitait toute variation dans les rapports de pouvoir au sein de l'Europe centrale ainsi que de sa responsabilité européenne » (p. 90).

(4) Cfr. LUDWIG DEHIO, "La continuité de l'histoire germano-prussienne", *Le Fédéraliste*, IV<sup>ème</sup> année, n. 2.

courant historiographique allemand, qui remonte jusqu'à Ranke, rompent les constrictions extrinsèques imposées par la répartition et rétablissent la vision générale du déroulement historique.

Dans ses analyses, il applique avec efficacité le canon de la *raison d'Etat*, dont, dans une autre oeuvre (5), il avait déjà fait la théorie, mettant en lumière les différentes caractéristiques qu'elle assume dans les Etats continentaux et dans les Etats insulaires. Il reprend cette théorie dans un bref paragraphe de ce volume: « L'Etat prussien, autoritaire et militaire, du XVIII<sup>ème</sup> siècle, écrit-il (pp. 27 et 28), n'était pas autre chose qu'une forme particulièrement rigide et conséquente du type d'Etat continental tel qu'il avait été créé pour la première fois en France, au cours de longues luttes obstinées entre la couronne et les seigneurs féodaux, particulièrement à l'époque de Richelieu et de Colbert. Le but principal de l'Etat était partout l'affirmation et l'accroissement de la réputation du prince, au sein des grandes dynasties européennes, et aux yeux de sa propre noblesse, grâce à la renommée acquise en guerre et à la pompe royale. En opposition à cette forme d'Etat se trouvaient les Etats maritimes, Hollande et Angleterre, dans lesquels les patriciens nobles et bourgeois étaient montés au pouvoir à côté de la Cour et même au-dessus d'elle; là, l'intérêt pour la prospérité économique jouait un rôle bien plus grand et l'élément guerrier avait une importance décidément moindre. En effet ces Etats combattaient leurs grandes batailles pour le pouvoir, non pas sur le continent européen mais sur mer et dans les colonies: l'initiative privée (qui assumait souvent un caractère typiquement guerrier) collaborait étroitement avec les organes d'Etat, et l'effort militaire était relativement réduit. A ce contraste entre les formes de l'Etat correspondaient également des méthodes différentes entre la politique continentale et celle des Etats maritimo-insulaires. L'homme d'Etat continental, qui se trouve immergé dans le flux des intérêts de puissance et qui doit toujours être prêt à affronter promptement un éventuel agresseur avant qu'il ne soit trop tard, doit garder son épée à portée de la main, bien plus que ne doit le faire un insulaire qui peut se permettre d'attendre (du fait qu'il se trouve beaucoup plus en sûreté à l'égard de l'extérieur), qui évite de se dédier au développement d'une puissance guerrière terrestre (pour des raisons économiques également) et qui fait confiance aux alliances, aux pressions et à la diplomatie ainsi qu'aux traités et aux accords, plutôt qu'à la puissance militaire. Ce contraste naturel entre la politique continentale et la politique insulaire constitue l'un des traits

(5) GERHARD RITTER, *Die Dämonie der Macht*, München, 1948.



fondamentaux de l'histoire moderne et a interposé des difficultés infinies à la compréhension réciproque entre les peuples ». Considérés sous cet angle bien des événements de l'histoire allemande sont décrits et expliqués avec une grande lucidité. Prenons par exemple ce passage extrait de la narration concernant les années qui ont précédé la première Guerre mondiale: « En Angleterre, lit-on à la page 131, on se sentait assez tranquilles à l'égard de l'Europe, mais beaucoup moins tranquilles à propos de la maîtrise de l'énorme empire colonial, qui s'accroissait en une grande dispersion territoriale et qui pouvait être menacé de tous les coins du globe. L'Angleterre n'aurait pu maintenir cet empire qu'en conservant une suprématie absolue sur les mers et en ayant la possibilité de dresser l'une contre l'autre, sans s'embarasser de liens, les grandes puissances continentales, afin de pouvoir garantir sa propre sécurité grâce à leur "équilibre". Du reste, ce que l'on appelait (de façon plutôt erronée) en Allemagne, "domination du monde" de la part des Anglais était assuré beaucoup plus par une politique systématique d'exploitation économique d'amples espaces coloniaux et par la position centrale de médiateur du riche peuple insulaire dans le contexte de l'économie mondiale d'alors, que par le fait de posséder un pouvoir de coercition physique. Or, les Allemands arrivaient et menaçaient avec leur concurrence industrielle et commerciale la suprématie économique de l'Angleterre, et avec leur flotte sa supériorité sur les mers, et ils demandaient, comme prix de leur amitié, tantôt des concessions coloniales, tantôt des promesses d'alliance, autant dire un renoncement à avoir les mains libres. Mais comment aurait-on pu faire ces promesses sans mettre en danger tout le système politique sur lequel reposait la position de pouvoir de l'île?

De l'autre côté de la Manche on savait que l'on était dans une position géographique dans laquelle seules des alliances sûres et de prompt efficacité pouvaient apporter une certaine aide, et l'on ne savait que faire de promesses d'amitié de caractère plus ou moins platonique, comme celles que l'Angleterre était prête à offrir, alors qu'elle était angoissée par la guerre des Boers. La politique allemande de construction de la flotte n'était pas seulement le résultat des humeurs saugrenues du Kaiser et de leur exploitation de la part de Tirpitz, le plus tenace et le plus habile de tous les militaristes et de tous les techniciens, engagés à mettre en valeur le secteur dont il sont responsables; la flotte de guerre était également une espèce d'ersatz, des alliances, un moyen de compenser l'isolement international dans lequel le Reich s'était trouvé dès 1890. Malgré toutes les apparences contraires et malgré toutes les rodomontades du Kaiser,

elle entendait être un moyen de défense et non pas un instrument d'agression (défense, bien sûr, destinée non seulement à maintenir mais aussi à augmenter l'influence allemande dans le monde...). Tout cela était une manifestation typique de la mentalité continentale: la menace armée, en tant que meilleur instrument de la diplomatie ». Toujours sous ce même angle, l'auteur décrit avec une grande lucidité la course aux armements qui précéda la guerre, et la prédominance progressive des considérations stratégiques sur les considérations politiques et du pouvoir militaire sur le pouvoir civil. Il en résulte un tableau impressionnant de l'inévitabilité de la première Guerre mondiale (6), guerre que personne ne désirait mais qui fut déterminée de façon inéluctable par la nécessité dans laquelle se trouvaient les puissances centrales, d'attaquer pour ne pas l'être elles-mêmes.

En plus de la raison d'Etat, Ritter, dans sa reconstruction historique, utilise aussi, bien que dans certaines limites, l'idée de la raison sociale, c'est-à-dire de la nature des rapports matériels de production, et de leurs conséquences.

Dans la mesure où il découvre, dans le développement de l'histoire allemande, l'action de ces causes déterminantes fondamentales, Ritter réussit également à évaluer l'aspect idéologique des idées qui fleurirent au cours de la période qu'il étudie, et par conséquent à mettre en évidence leur fonction de justification des situations de pouvoir auxquelles elles se rapportaient. A ce propos l'histoire du nationalisme allemand tracée dans le IV<sup>ème</sup> chapitre du volume est exemplaire: on nous y montre comment l'idée nationale, née avec des intonations idéalistes et humanitaires, assumée par la suite un caractère réaliste pour finir dans l'impérialisme, suivant en cela l'histoire de l'unification allemande qui, de perspective vague et indéterminée qu'elle était en premier lieu, entra par la suite dans la phase de sa réalisation grâce à la politique de conquête froide et calculée de Bismarck, donnant enfin naissance à un Etat puissant, politiquement et économiquement compressé entre ses frontières par ses voisins continentaux et nécessairement animé d'une forte poussée expansionniste et impérialiste.

Mais dans la mesure où il n'y réussit pas, le rapport entre la réalité et l'idée se renverse et Ritter est victime d'idées qui lui cachent la réalité au lieu de la lui révéler. Et c'est ce qui se produit justement en ce qui concerne l'idée de nation, une idée qui suffirait à elle seule à garantir l'existence d'une entité

(6) Tandis que le lecteur retire cette impression de l'analyse faite par Ritter, l'auteur ne partage probablement pas tout-à-fait cette idée. Qu'on lise à ce sujet la dernière partie de ce compte-rendu.

correspondante. En réalité Ritter est un nationaliste, un nationaliste " bon " parce qu'il condamne la guerre et l'impérialisme, mais un nationaliste tout de même, car il n'arrive pas à échapper en esprit au cadre national. C'est ce qui résulte déjà explicitement de la déclaration d'intention contenue dans la préface. « Aujourd'hui, y lit-on (p. 7), il est moins important de discuter avec les étrangers qu'il ne l'est de le faire avec une tendance de notre temps, tendance que l'on trouve surtout dans les plus jeunes générations de notre tradition culturelle, et qui est renforcée par certaines exagérations de " révisionnistes " extrémistes; elle se manifeste justement dans les individus les plus doués au point de vue intellectuel, et qui consiste à s'éloigner de l'idée de la nation et de la communauté de destin qu'elle représente; elle assume parfois une attitude d'amère et récalcitrante résignation, parfois une attitude de présomptueuse exhibition d'un modernisme voulu et qui voudrait sauter du germanisme à l'européisme. La tendance aux tournants radicaux et à l'unilatéralisme dans le changement des idées semble être un trait particulier héréditaire (ou historiquement conditionné) de la nature allemande. Mais le renversement rapide du patriotisme exagéré (et dont on avait gravement abusé) en une attitude sceptique et froidement neutraliste à l'égard de l'idée de la Patrie est une conséquence naturelle de la catastrophe totale de 1945 et de cette division imposée du peuple allemand dont on ne sait pas jusqu'à quand elle durera ».

Et cela résulte également de sa définition du nationalisme comme d'une « exaspération unilatérale de la conscience nationale, considérée dans son sens politique, portée jusqu'à la présomption » (p. 55), de laquelle on peut déduire qu'il considère la nation comme une entité réelle et primordiale, reflétée dans la « conscience nationale », et que par conséquent il refuse de concevoir le nationalisme comme un sous-produit idéologique d'un type d'Etat.

L'incapacité dans laquelle il se trouve de sortir du cadre national entraîne également de graves conséquences sur son analyse historique qui perd en lucidité et en efficacité démonstrative à partir de la période où commence à se manifester, et de façon d'autant plus grave qu'elle devient plus évidente, l'incapacité des Etats nationaux européens à marcher avec leur temps et la nécessité de les dépasser en créant un Etat plus vaste. Ne voulant pas reconnaître que la fin de l'Etat national est inévitable, Ritter est contraint, chaque fois que cet Etat se révèle inadéquat, à abandonner ses critères d'interprétation historique (lesquels le reporteraient à conclure que l'Etat national est constitutionnellement impuissant à résoudre les problèmes posés

par l'évolution de la société moderne) et par conséquent à considérer la mauvaise volonté des hommes, ou tout au moins leur manque de bonne volonté, comme étant la seule responsable de la récente catastrophe européenne et à faire appel à leur bonne volonté pour résoudre les problèmes actuels.

Déjà dans son analyse des années qui précédèrent la première Guerre mondiale et au cours desquelles les progrès de la technique accumulent pour la première fois une énorme puissance économique qui ne tient plus dans les frontières des Etats et qui, si on l'y contraint par la force, explose en conflit avec une incroyable violence, il semble penser que le cours de l'histoire aurait pu être différent si les hommes de gouvernement allemands avaient fait preuve d'« une grande capacité politique d'autocontrôle » (p. 137), nécessaire pour poursuivre une politique « de grande prudence et de vastes renoncements » (ibid.). Pour le phénomène hitlérien, qui se produisit dans une situation analogue à celle qui provoqua la première Guerre mondiale, si situation accentuée et exaspérée par l'augmentation de puissance due aux progrès ultérieurs de la technique, Ritter est également convaincu que, « sans l'apparition inattendue et imprévisible de la mystérieuse personnalité de Hitler, il n'y aurait pas eu en Allemagne de renversement de régime de la part des nationaux-socialistes et que le monde aurait aujourd'hui un aspect totalement différent » (p. 194). Et quand il s'agit, pour conclure, d'indiquer une voie pour l'avenir, il tombe dans le plus pur volontarisme. Il pense que l'on peut garantir une saine démocratie en Allemagne (p. 201) « grâce à une politique économique intelligente, qui morcelle l'entreprise de masse au lieu de la renforcer, en utilisant toute sorte d'éducation scolaire et populaire, toute sorte d'initiative apte à développer l'esprit d'entreprise et le sens de la responsabilité des particuliers, et enfin et surtout en élevant le standard de vie et le niveau culturel général ». Comme si tout cela suffisait, et comme si tout cela n'était pas conditionné par la balance mondiale du pouvoir et par l'interdépendance toujours plus grande des économies nationales.

f. r.

## « NOUVELLES GAUCHES » ET FEDERALISME

« Ce que sera en concret cette démocratie à refaire, nous ne le savons pas clairement ».

Etienne Borne

### I - LES CATHOLIQUES

1. — « Parfois, sur la route de ces démocraties sérieuses et solidement pourvues en experts, un problème apparaît: il n'a pas fait une irruption inopinée, il ne présente pas *a priori* de difficultés techniques insurmontables. Et cependant, en face de ce problème, au moins jusqu'à maintenant, ces démocraties semblent paralysées... C'est, par exemple, le problème de l'aide au développement économique du tiers monde et, plus encore, celui des révolutions économiques, sociales et culturelles de ces pays. Ni l'Occident, ni chacune des démocraties occidentales, n'a de politique en ce domaine... C'est encore, par exemple, ce qui concerne certaines des incohérences les plus profondes de nos systèmes économiques. Limitons-nous ici aux problèmes laissés en suspens par la planification française. Nos dirigeants savent qu'en face de la libération des marchés internationaux, la "planification dans un seul pays" est condamnée soit à disparaître, soit à devenir de moins en moins démocratique, souple et décentralisée; qu'il y a donc des choix à faire (qu'on ne fait pas...). On sait qu'on ne peut pas logiquement espérer contrôler l'autofinancement, écarter les superprofits des monopoles, contrôler les disparités dans les fruits de l'expansion, sans chercher les moyens de limiter le pouvoir de décision des firmes privées. Mais, ici, on peut craindre que les procédures de consultation et de négociation, dont ces démocraties sont si riches, ne soient d'une piètre efficacité.

Ces "échecs" présentent ce caractère commun: dans tous ces cas, il semble que les démocraties occidentales ne "fonctionnent plus" lorsqu'elles ont franchi leur rayon d'action. Tout semble indiquer en effet que leur vertu a des limites territoriales — la partie industrielle du "monde libre" —, des limites culturelles — les valeurs acceptées par le monde adulte de l'Occident —, des limites économiques — l'économie capitaliste corrigée par le *Welfare State* — (de même qu'inversement jamais jusqu'ici le régime communiste n'a pu s'établir légalement dans les sociétés industrielles européennes ou américaines).

Le resserrement du monde, la solidarité (subie ou assumée) avec un tiers monde indépendant, la "montée des jeunes", les exigences de la planification posent aujourd'hui, de façon de plus en plus pressante, aux démocraties occidentales des problèmes qu'elles ne savent plus résoudre et qui exigeraient qu'elles se dépassent singulièrement ».

Ces mots, de Georges Lavau, qui pourraient être mis en exergue d'un récent ouvrage collectif — *Démocratie aujourd'hui* — qui réunit une série d'articles parus dans la « Revue de l'Ac-

tion Populaire », mensuel d'orientation catholique (1), pourraient aussi constituer le point de départ pour une énonciation de l'idée fédéraliste européenne, conçue non comme une sorte de « fuite en avant », qui reproduirait au niveau continental, et avec des dimensions macroscopiques, les défauts et les impasses de la société occidentale actuelle, mais comme préalable et instrument de la « mutation globale » qui devrait nous faire passer de la phase nationale à la phase fédérale de la démocratie.

Mais on se tromperait si l'on croyait qu'une telle perspective soit, je ne dirais pas familière et acceptée, mais au moins connue et consciemment refusée ou en tout cas évaluée par les auteurs de cet ouvrage, d'ailleurs à d'autres points de vue remarquable. Certes, ils se rendent compte — et le mérite en revient surtout à Jean-Louis Quermonne — du « retard des institutions », du caractère anachronique de la « légitimité républicaine », du mythe de la nation « une et indivisible » qui est à l'origine du nationalisme et du centralisme: leur formation idéologique même et descendance historique les aident à cette prise de conscience.

La « légitimité républicaine » ainsi définie — écrit justement Quermonne — a pesé lourdement « sur le destin de la IV<sup>ème</sup> République. Bloquant les réformes de structure qui auraient permis au régime de passer enfin de l'oligarchie à la démocratie, elle le condamne à pratiquer les mêmes institutions au-delà de leur limite d'âge. Pétrifiées en système, ces institutions compromettront la République avec l'immobilisme. Leur retard risquera, en 1958, de provoquer "la mort de l'Etat républicain". Un premier témoignage en est donné par la survie de la structure unitaire de l'Etat. Il est évident que la conception jacobine de "la République une et indivisible" ne pouvait contribuer à résoudre l'immense problème qu'aura été, pour la IV<sup>ème</sup> République, celui de la décolonisation. Dans le domaine économique aussi, les survivances de l'administration directe n'ont pas manqué d'obstruer les réformes nécessaires, notamment en matière d'aménagement du territoire. D'autre part, en maintenant la distinction traditionnelle des "représentants" et des "agents", la pratique républicaine n'a pas davantage contribué à résoudre le problème posé par la place que doit occuper dans l'Etat moderne une administration renouée. En un domaine particulier de la fonction publique, le déséquilibre a même failli coûter la République. A force d'employer les militaires à résoudre les problèmes de décolonisation avec des moyens qui ne pouvaient que la porter au paroxysme, les gouvernements de la IV<sup>ème</sup> République, qui en connaissaient mal les données (exemple: M. Guy Mollet à Alger le 6 février 1956), ont conduit le pays à la limite du fascisme. Le retard des institutions constitue, là encore, la seule circonstance atténuante à leur responsabilité po-

(1) P. ANTOINE, F. BLOCH-LAÏNÉ, F. BOURRICAUD, G. BURDEAU et d'autres, *Démocratie aujourd'hui*, Paris, Spes, 1963. Le passage cité se trouve aux pp. 175-177.

litique. Il aurait fallu à temps transférer au gouvernement, de façon permanente, une part importante des affaires. Mais la tradition républicaine s'y opposait. Et il est frappant de constater aujourd'hui combien davantage les lois d'habilitation ont suscité, par leur inconstitutionnalité, la désapprobation des juristes que les mutations subies par l'ordre économique et social n'ont attiré, de leur part, un effort de pensée constructif! » (pp. 103-106, *passim*).

Mais cet effort constructif manque dans une large mesure chez nos auteurs (*medice cura te ipsum*): la dimension continentale et européenne des problèmes leur est inconnue; et c'est pourquoi la définition — en soi sans doute séduisante — de Pierre Antoine qu'« un pouvoir est juste, c'est-à-dire conforme à la nature et à la vocation de l'homme, s'il est conforme au sens de l'histoire » (pp. 23-4) reste stérile, sans application pratique et sans conséquence décisive. Dans quelle direction va, aujourd'hui, le « sens de l'histoire »? Ce « vide institutionnel » au niveau européen est loin de rester sans conséquences: et nos démocrates finissent, faute de mieux, par accepter l'Europe gauliste: « un dispositif confédéral est préférable au néant » (2).

2. — Si, quittant la France, on tourne son regard vers l'Italie et les *fermenti* de renouvellement des catholiques italiens et de la *Democrazia Cristiana* (la C.D.U. allemande est trop conservatrice et conformiste, forte de sa tradition et assise sur le bien-être pour essayer de se renouveler (3)) on découvre dans les milieux catholiques une surdité analogue vis à vis de la « dimension continentale »: une surdité d'autant plus remarquable qu'elle fait suite à une période (qu'on pourrait appeler la période De Gasperi) dans laquelle l'idée de l'unité européenne a paru jouer un rôle important non seulement dans la pensée, mais aussi dans l'action du plus grand parti italien.

Si l'on jette un regard, même superficiel, sur les actes des *Congressi ideologici di San Pellegrino*, organisés par le Secrétariat du parti, et déjà parvenus à leur troisième édition (4),

(2) Voir le long article anonyme dans ce sens *De l'Europe des Communautés à l'Europe politique*, paru dans le numéro de décembre 1960 (p. 1230).

(3) En France le M.R.P. montre une faiblesse analogue. Cf. M.R. SIMMONET, *Les problèmes de la France et l'attitude du M.R.P.*, « La Revue politique », déc. 1960. J. LECANUET, *Pour une démocratie moderne*, « Action Civique et Politique », 1961, n. 19.

(4) Les actes du premier Congrès, de 1961 (*I fondamenti ideologici della D.C.*) et du deuxième de 1962 (*La società italiana*) ont déjà été publiés (Roma, Edizioni Le cinque lune, 1962 et 1963), l'essentiel du troisième, de 1963 (*I partiti e la democrazia*), peut être trouvé

on ne peut pas ne pas rester frappés par cette double constatation: d'une part, l'effort vers un « renouvellement démocratique » à l'intérieur du parti est indéniable, même si, d'après une tradition désormais solide au sein de la D.C., les idées, les thèmes et les solutions sont régulièrement empruntées à des courants, à des mouvements ou à des partis autres que catholiques; de l'autre — et toujours en parfaite imitation de ces groupes extérieurs — toutes ces suggestions ou solutions nouvelles sont conçues dans une perspective qui est redevenue, désormais, strictement nationale, et qui ne laisse presque plus de place à l'euro-péisme d'autrefois. La reconsolidation de l'Etat national, après les désastres de la guerre, et sa « refermeture » sur soi même jouent en plein aussi au sein du parti qui l'a acceptée en dernier et avec moins d'enthousiasme, mais qui désormais s'y identifie de plus en plus, dans la mesure où il en est à la tête et que celui-ci devient par conséquent le soutien et l'instrument de son pouvoir.

Malgré un langage souvent hermétique, qui cache mal le caractère à la fois vague et confus des idées et des propos exprimés, on ne peut nier à ces *Convegni* — nés dans la perspective et en préparation de l'« ouverture à gauche » — cette volonté de rénovation des programmes, et même du « patrimoine idéologique » de la Démocratie Chrétienne, qui apparaît d'une façon assez nette, ainsi que la conscience du risque auquel est voué un parti qui s'abandonne au conformisme et à l'immobilisme: « adhérer à l'appareil de l'Etat actuel et ne plus rechercher ce que celui-ci pourra devenir dans un avenir éloigné ou prochain », et par conséquent ne plus exprimer les exigences réelles de la société (5). Tour à tour la conception que l'on cherche à développer, de l'Etat et des groupes qu'il englobe (6); de la façon dans laquelle les pouvoirs publics doivent affronter et résoudre les plus graves problèmes de l'économie et la société contemporaine (7); des formes de la planification économique, désormais indispensable (8); de l'attitude nouvelle à prendre vis-à-vis du communisme (9),

en annexe du numéro de 22 septembre 1963 de l'hebdomadaire officiel du parti « La discussione ».

(5) D. DEL BO, *I partiti nello stato democratico*, (I Convegno, pp. 310 et 316).

(6) F. BENVENUTI, *Persona, comunità intermedie e Stato* (I Convegno).

(7) A. ARDIGÒ, *Classi sociali e sintesi politica*, (I Convegno) et *La struttura sociale: aspetti e problemi di una società in trasformazione* (II Convegno).

(8) P. SARACENO, *La struttura economica: tendenze in atto e prospettive* (II Convegno).

(9) F. M. Malfatti, *Il P.C.I.: posizione ideologica e realtà pratica*

et ainsi de suite, on constate un effort humble et sans doute louable de se tenir à la page et de développer, ou, faute de mieux, d'emprunter les idées nouvelles aujourd'hui nécessaires à un parti qui veut rester à la tête d'un pays en croissance rapide.

Mais le risque auquel nous faisons allusion tout à l'heure avec les mots mêmes de M. Dino Del Bo, n'est pas compris dans le sens que nous lui donnons: bien au contraire les trois *Convegni*, avec une cohérence incontestable, acceptent la cadre national — y « adhèrent » — sans réserves, avec toutes les conséquences qui en découlent. On peut même dire que cette adhésion est progressive et toujours plus pleine, si on considère, d'une part l'importance déjà mentionnée que l'idée européenne a eue dans l'action du parti à l'époque degaspérienne, et l'oubli dans lequel elle est tombée aujourd'hui (10); et de l'autre que l'ouverture européenne est absolument étrangère et presque incompatible avec la formation, la mentalité et les conceptions de la « gauche » du parti — la plus vive et celle destinée à prévaloir — comme le révèle d'une façon particulièrement frappante un ouvrage consacré à son histoire la plus récente (11). Nous ne voyons, pour notre part, rien de scandaleux dans le fait que l'idée de l'intégration du continent soit absolument absente de l'idéologie de cette « nouvelle gauche », si un tel oubli se réfère à l'européisme officiel — superficiel et équivoque — dont nous parlons tout de suite après. Mais ce qui est grave est que les jeunes démocrates chrétiens ignorent aussi qu'il existe une autre signification — plus profonde et plus vraie — de l'idée européenne, telle qu'elle est présente, par exemple, dans la pensée d'un homme qui se déclare catholique comme Dionisio Ridruejo (12); et qu'ils l'ignorent parce qu'elle est en réalité incompatible avec leur vision provinciale et encore, malgré tout, intégraliste de la société et de l'Etat.

Une conclusion s'impose — et qui est vraie, d'ailleurs, même

---

et F. PICCOLI, *L'incidenza della presenza comunista sulla democrazia italiana* (III Convegno).

(10) Un seul congressiste, Giancarlo Zoli — *vox clamans in deserto* — a tenté timidement à deux reprises, au cours du premier et du deuxième *Convegno*, de rappeler les présents à une perspective européenne: mais ses exhortations n'ont pas trouvé le moindre écho chez ses amis.

(11) G. GALLI et P. FACCHI, *La sinistra democristiana: storia e ideologia*, Milano, Feltrinelli, 1962.

(12) Voir la dernière partie de son remarquable ouvrage, *Escrito en España*, Buenos Aires, Losada, 1962 (tr. it. *Scritto in Spagna*, Milano, Ed. di Comunità, 1962).

pour d'autres partis (13), et même en dehors de l'Italie (14). L'européisme des années '50 n'a été qu'une couverture idéologique commode pour mieux justifier l'aide américaine et le réarmement et pour contribuer à créer les conditions de confiance nécessaires pour mener à bien la reconstruction de l'Etat national: une armature, un échafaudage que l'on démonte une fois l'édifice terminé (*la fête passée, adieu le saint*), et nullement une politique, un objectif stratégique réel et poursuivi avec cohérence. Un simple thème de propagande, donc, comme le confirme le fait qu'il n'a jamais joué aucun rôle important dans les programmes officiels du parti (15). Tout le reste est littérature (16).

---

(13) Des arguments tout aussi valables pour une généralisation des affirmations que nous venons de faire sur la gauche démocrate-chrétienne à toutes les gauches italiennes sont offerts par l'ouvrage de G. GALLI, *La sinistra italiana nel dopoguerra*. Bologna, Il Mulino, 1958. Nous aurons d'ailleurs l'occasion de reprendre ce thème plus en détail dans la suite de cette analyse.

(14) Le jugement que nous allons prononcer vaut aussi, par exemple, pour l'« européisme » de façade de la IV<sup>e</sup> République française, et pour celui désormais tout aussi équivoque de la République fédérale allemande. Une analyse de la situation dans les pays du Benelux nous mènerait probablement à des conclusions à peine un peu plus nuancées.

(15) F. M. MALFATTI, *La D.C. nelle sue affermazioni programmatiche dalla sua ricostruzione a oggi* (I Convegno). Analoguement Luigi Gui, retraçant l'histoire des « réalisations » démocrates-chrétiennes dans l'après-guerre, mentionne à peine l'intégration européenne, sur laquelle pourtant la propagande officielle du parti a tant insisté (L. GUI, *La D.C. nella sua azione legislativa e di governo dalla Costituente a oggi*, I Convegno). Aux mêmes conclusions nous amène G. VISTOSI, *La D.C. italiana face aux problèmes de l'heure*, « La Revue politique », déc. 1960.

(16) Un exemple frappant du caractère « instrumental » de l'idée européenne a été donné par la « motion pour la convocation d'une Assemblée constituante européenne » présentée en 1962 au Parlement italien par M. Dino Del Bo et autres (parmi lesquels M. La Malfa), dans un moment où une telle présentation paraissait pouvoir constituer un prétexte idéologique supplémentaire pour favoriser une combinaison gouvernementale déterminée (l'ouverture à gauche) et abandonnée sans plus tout de suite après, une fois que les vrais objectifs de l'opération eurent été réalisés par d'autres moyens (cf. *Le Fédéraliste*, IV<sup>ème</sup> année, n. 2).

Cet « instrument » peut d'ailleurs jouer tout aussi bien en sens inverse. C'est ainsi qu'un député démocrate-chrétien favorable à l'ouverture à gauche me racontait, à la veille des dernières élections politiques, le tour pendable que le comité provincial de sa circonscription, contraire à une telle « ouverture », lui avait joué. L'organisation d'un *week-end* d'études ayant été décidée, au lieu de mettre à l'ordre du jour les problèmes « brûlants » en liaison directe avec la nouvelle formule du gouvernement (la planification économique,

C'est cela qui explique que même sur le plan de la pure doctrine, ou dans le domaine de la reconstruction historique, le thème européen a été abandonné sans cérémonie.

M. Benvenuti a beau développer les implications du principe de subsidiarité, sur lequel repose la justification des autonomies si chères, du moins en principe, aux démocrate-chrétiens; il ne soupçonne même pas que ce principe puisse trouver application également *au-dessus* de l'État. M. Gonella a beau reprendre ce thème du point de vue philosophique (17); il n'éprouve plus le besoin d'élargir sa « solidarité chrétienne » au niveau continental, bien qu'à d'autres époques il ait prononcé des discours fédéralistes (18): à quoi bon l'opium de l'europhisme, si nous avons déjà le miracle économique? Même Mgr. Giovanni De Menasce — de loin le théoricien le plus averti parmi les congressistes — est désespérément muet sur ce thème (19). Et pas un seul des nombreux orateurs intervenus — dans le III *Convegno* — sur les problèmes du communisme, n'a su comprendre l'importance fondamentale et préalable d'opposer à cette idéologie une vision de la société et du progrès inspirée au fédéralisme européen et mondial et moins provisoire et décevante que celles que nos démocraties nationales peuvent opposer à leurs adversaires.

C'est sans doute pour la même raison que les deux rapports historiques de Gabriele de Rosa (20) et de Ettore Passerin d'Entrèves (21), d'ailleurs fort remarquables, tout en s'efforçant d'affirmer l'originalité et la légitimité de la position des catholiques dans le *Risorgimento*, n'ont pas recours à l'argument du caractère antinationaliste et supranational d'une telle position (22). De toute

la nationalisation de l'énergie électrique, etc.), on avait choisi comme thème du colloque... l'intégration européenne: la meilleure façon d'éviter les questions sérieuses et de beaucoup parler sans rien dire.

(17) G. GONELLA, *Cristianesimo e libertà democratiche* (I *Convegno*).

(18) A Rome, en 1953, au cours d'une manifestation organisée par le M.F.E.

(19) G. DE MENASCE, *La dimensione morale: trasformazioni sociali, costume e sentimento religioso* (II *Convegno*).

(20) G. DE ROSA, *I cattolici nello stato unitario* (I *Convegno*).

(21) E. PASSERIN D'ENTRÈVES, *Le eredità storiche* (II *Convegno*).

(22) Argument, d'ailleurs, moins valable qu'on ne le pense, l'« adhésion » du parti à l'État dans lequel et par lequel il opérerait ayant été assez rapide et complète, comme le démontre une analyse attentive de la politique étrangère qu'il a tour à tour défendue (G. GUALERZI, *La politica estera dei popolari*, Roma, Le cinque lune, 1959). Cf. aussi S. JACINI, *Storia del P.P.I.*, Milano, Garzanti, 1951; G. DE ROSA, *Storia del P.P.I.*, Bari, Laterza, 1958; E. P. HOWARD, *Il P.P.I.*, Firenze, la Nuova Italia, 1957; V. G. GALATI, *Storia della D.C.*, Roma, Le cinque lune, 1955; F. MAGRI, *La D.C. in Italia*, Milano, la Fiaccola, 1954-55; M. VAUSSARD, *Histoire de la D.C.*, Paris, Ed. du Seuil, 1956.

façon, il y a là au moins une rigoureuse attitude scientifique, tandis que, pour ce qui est des politiciens du parti il faut conclure que tous ces Messieurs si prêts à jeter par-dessus bord leur europhisme d'hier ou d'avant-hier, puisqu'il n'est plus à la mode, seraient tout aussi disposés à en faire à nouveau, demain, un article de foi — et un objet d'exploitation — s'il s'avérait encore rentable (ce qui, pour le moment, n'est pas le cas) (23). Mais qu'est-ce que cela prouve? Cela prouve qu'ils restent — comme d'ailleurs les autres partis démocratiques — « fédéralistiquement disponibles », mais qu'ils ne peuvent pas le devenir *in actu* par force propre, sans un puissant Mouvement fédéraliste extérieur à eux, et capable de les y contraindre.

3. — Ce n'est pas sans signification, dans ce cadre, qu'à leur surdité européenne s'unisse une surdité analogue à toutes les exigences véritables d'une démocratie moderne et renouvelée, là où le pouvoir même du parti et du groupe dominants serait mis en jeu. C'est ce qu'on a pu constater au III *Convegno*, justement consacré au thème « Les partis et le démocratie ».

Que dans la polémique des forces de droite contre la *partitocrazia* il y ait beaucoup de mauvaise foi et beaucoup d'exagération, nul ne contestera. Mais qu'on puisse se libérer d'un tel problème avec une haussement d'épaules, et en nous assurant que nous vivons dans la plus parfaite des démocraties possibles et que tout va pour le mieux, voilà qui est inadmissible (24). Le

(23) Tout cela est, à première vue, étonnant: si les démocrates-chrétiens cherchaient, en tout ou en partie, un droit de primogéniture sur une idée nouvelle et dynamique, celles de l'unité fédérale du continent se présenteraient à eux à merveille: car s'il est vrai qu'il y a eu tour à tour des socialistes ou des libéraux (citons, parmi les premiers, Barbara Wotton, Ronald MacKay, les auteurs des *Studies in Federal Planning* et, plus tard, André Philip ou Ignazio Silone; rappelons surtout, parmi les deuxièmes, Luigi Einaudi) qui ont défendu cette idée, il est vrai aussi qu'ils l'ont fait *uti singuli* (et sans jamais miser beaucoup eux-mêmes sur cette carte), sans que leurs partis les suivent, et que ni l'internationalisme prolétaire, ni le libre-échangeisme économique trouvent une coagulation institutionnelle officiellement affirmée et défendue. Mais la réalité est, hélas, que tout le contenu de leur pensée — la conception de la liberté comme leurs idées économiques et sociales — les démocrates-chrétiens l'empruntent au dehors d'eux, sans aucune réélaboration originelle, à d'autres forces politiques l'ayant déjà énergiquement affirmé: ce qu'ils ne peuvent pas faire pour l'idée fédérale, justement parce que cette affirmation cohérente et tenace de la part d'une force politique organisée, et ayant un poids sur l'échiquier national, a manqué et manque encore.

(24) C'est dans cette perspective, d'ailleurs au fond physiologique,

fait que même des professeurs universitaires s'adaptent docilement à mettre sans plus leur science au service du parti et à en faire un *instrumentum regni* et un *mancipium* de la politique — dirigée, non plus à la recherche de la vérité, mais à celle de l'avantage du groupe et de la faction — ne saurait rendre une telle « démonstration » plus croyable.

Ici encore, d'ailleurs, les démocrates-chrétiens de San Pellegrino n'ont fait preuve d'aucune originalité: leurs arguments avaient tous déjà été développés et suggérés quelques mois à l'avance — et même dans une forme beaucoup plus brillante — par la revue « Il Mondo », dans un article fort remarquable de Giovanni Ferrara qui chante, sans aucune retenue, les louanges du système des partis tel qu'il fonctionne actuellement en Italie: « tout va très bien, Madame la marquise » (25). Mais ce fait assez piquant — et même franchement comique — de voir les ex-radicaux italiens en fonction de souffleurs des théoriciens du système qui assure le monopole du parti dominant et le *sottogoverno*, ne peut pas nous faire ignorer les vérités qui ont été courageusement soulignées par des groupes aussi peu suspects qui, par exemple, le Club Jean Moulin:

« Le régime parlementaire ne fut jamais, depuis cinquante ans, que le nom donné à une oligarchie professionnelle.

...Du côté de l'ancienne classe politique, les lois de la démocratie contemporaine ne sont pas moins méprisées. Les élections n'ont d'autre sens que de distribuer les cartes entre des partenaires qui, ensuite, pendant cinq ans conduiront leur partie sans se préoccuper du contenu du mandat reçu (à supposer que ce contenu existe). L'exécutif ne procède que de combinaisons oligarchiques, d'ailleurs instables.

dé « le pouvoir d'abord » qu'il faut voir aussi — au-delà du brouillard idéologique dont on l'entoure, et des luttes entre les multiples factions internes qui la compliquent — la dispute interne à la D.C. au sujet de l'ouverture à gauche, et qui est beaucoup moins une querelle idéologique qu'un conflit entre deux évaluations opposées de la politique plus appropriée pour conserver ce pouvoir. Faut-il que les démocrates-chrétiens gardent, même dans l'immédiat, le contrôle le plus large du gouvernement, avec des formules *monocolori* ou des combinaisons à droite très peu coûteuses (thèse de Scelba de la partie *centrista* du parti), mais avec le risque, à long terme, de la création dans le pays d'une grande « alternative de gauche » de laquelle alors la D.C. finirait par rester exclue; ou faut-il (thèse Moro-Fanfani), justement pour éviter ce danger, accepter pour le moment les sacrifices d'une alliance avec les socialistes, à bref terme plus graves, mais avec la perspective de réabsorber à plus longue échéance les poussées de renouvellement, de vider de contenu et de poids l'« alternative socialiste » et de s'assurer ainsi, par une habile opération *trasformistica*, le maintien indéfini des leviers essentiels de la société et de l'Etat?

(25) G. FERRARA, *Partiti e politica*, « Il Mondo », 3 sept. 1963.

La même Assemblée a pu naguère engendrer un gouvernement Laniel et un gouvernement Mendès-France (26). La prétendue responsabilité devant le Parlement ne sert qu'à assurer la rotation des équipes professionnelles et à empêcher tout jugement véritable par la nation de résultats que l'on ne peut imputer à personne. Quant aux partis, ce que l'on désigne de ce nom, ce sont des clans étroits, le plus souvent divisés contre eux-mêmes et dont on ne sait s'ils sont au pouvoir ou dans l'opposition.

Dût ce propos scandaliser, tout se passe comme s'il existait une sorte d'équivalence ou, si l'on préfère, de symétrie entre les positions du Général et celles de ses adversaires. Au fond, dans les deux cas, la démocratie n'est qu'un prétexte pour légitimer une délégation de pouvoir qui vide la souveraineté nationale de tout contenu. Dans un cas l'opération est menée au profit d'un homme, dans l'autre au profit d'un groupe professionnel. Mais dans l'une et l'autre hypothèse, on tourne le dos à une expérience démocratique ayant un minimum de signification.

...Disons tout net que la fin du régime gaulliste est de peu d'importance si la succession doit être assurée par un système qui, sous d'autres formes, n'écartera pas moins la nation de la vie publique et qui ne préparera pas de moins redoutables catastrophes. « Evitons » — conclut le Club Jean Moulin — « un combat d'arrière-garde entre des revenants d'un autre siècle, le général à poigne et les notables jaloux de leur clientèle » (27).

Le fait que ces censeurs, à leur tour, soient incapables de déboucher sur un plan européen — le seul dans lequel leurs exigences de renouvellement pourraient trouver une satisfaction réelle et non éphémère — n'enlève rien à l'exactitude de leurs critiques, qui s'appliquent dans une large mesure même en Italie (28). Le partis nationaux s'identifient de façon toujours plus pleine à l'Etat national, présumé de leur pouvoir, et celles que soient par ailleurs leurs tendances, restent dans le domaine obstinément « conservateur »: il en va de leur intérêt fondamental.

## II - LES « LAÏQUES »

1. — Cette constatation revêt une importance toute particulière par rapport à une « querelle » qui secoue aujourd'hui les milieux fédéralistes.

(26) Le « Club » aurait pu ajouter l'exemple italien des gouvernements Tambroni et Fanfani.

(27) *Pour un vrai régime présidentiel*, « Bulletin du Club Jean Moulin », juin-juillet 1962.

(28) J'ai développé plus largement ce thème dans *Partiti politici e Federazione europea*, « I Quaderni della Crisi », avril 1963.

Francis Rosenstiel, dans son excellent ouvrage sur *Le principe de « supranationalité »* (29) — l'un des plus proches des thèses défendues par notre revue à ce sujet — affirme, à notre avis avec raison, que, à la différence de ce qui arrive dans le domaine de la philosophie, science des fins, les véritables contrastes politiques concernent toujours et surtout les moyens. Il en est de même dans notre cas: personne ne conteste la thèse du fédéralisme « mutation globale », pilier et outil de la rénovation démocratique; mais beaucoup d'entre nous s'interrogent sur l'utilité d'une tactique préconisée par quelques amis pour une telle réalisation, et qui consisterait à travailler d'une façon de plus en plus étroite avec des forces de la gauche nationale, plus ou moins « nouvelles », où — nous venons de le constater pour une partie d'entre elles — l'idée européenne est de moins en moins discutée, même comme hypothèse de travail, et joue un rôle pratiquement insignifiant non seulement dans les programmes actuels des partis, mais aussi et surtout dans les plans pour l'avenir plus lointain et dans les *impostazioni* idéologiques. Le *trend*, la direction de fond, est donc vers une prise de conscience croissante — au-delà des contingences et des opportunités — des dimensions continentales de la crise de notre temps, ou plutôt vers une réaffirmation (ou, pis encore, vers une acceptation passive, paresseuse et même pas discutée) des cadres et des structures étatiques actuelles?

En effet, ce que nous avons constaté chez les démocrates chrétiens et les catholiques peut-être répété pour les milieux laïques: plus féconds d'idées nouvelles et de solutions originales peut-être, mais non moins imperméables à l'idée que ces solutions doivent être pensées dans un contexte continental comme condition même de leur applicabilité et de leur succès. Nous voudrions en citer ici très brièvement deux exemples, pour en examiner après, d'une façon plus détaillée, un troisième (celui du volume *La Démocratie à refaire*) dans la partie suivante de notre article.

« Sans doute, les dimensions d'un Etat ont une influence sur ses institutions politiques, comme l'avaient fortement souligné les auteurs classiques, notamment Montesquieu et Rousseau ». Ainsi par exemple « la démocratie médiatisée ne marche bien que dans de petits pays: Belgique, Pays-Bas, Danemark, Suède, Norvège, Suisse », tandis que « ce type de régime ne correspond plus aux exigences de la société moderne », surtout pour les « macro-formations » étatiques.

(29) F. ROSENSTIEL, *Le principe de « supranationalité »*, Paris, A. Pedone, 1962.

Ici c'est l'idée présidentielle qui s'impose. Or, « dans ce progrès quasi foudroyant de l'idée présidentielle, seuls les arguments nationaux ont joué jusqu'ici. On y a vu la réponse aux problèmes du fonctionnement de la République en France. Mais elle est beaucoup plus que cela. On n'en comprend la signification véritable qu'en la replaçant dans une perspective globale, qu'en la confrontant à l'évolution générale des régimes démocratiques dans la seconde moitié du XX<sup>ème</sup> siècle. Alors, le choix direct par le peuple du chef du gouvernement n'apparaît plus seulement comme une réforme souhaitable pour pallier les défauts de notre parlementarisme, mais comme la conséquence naturelle d'un mouvement d'ensemble des institutions d'Occident: il est " dans le sens de l'histoire ". Le moment est venu, en somme, de passer du présidentielisme utopique au présidentielisme scientifique... ».

Voilà encore un exorde magnifique pour une dissertation fédéraliste (30). Mais telle n'est pas l'intention de son auteur qui, non seulement néglige complètement *l'ammaestramento* de Rousseau et de Montesquieu, desquels pourtant il affirme se réclamer, mais réduit tout le problème du fonctionnement de la démocratie au dilemme entre régime parlementaire et présidentiel — sur lequel nous aurons l'occasion de revenir plus tard — oubliant ainsi sa doctrine même, qui devrait le rendre plus averti de ce que souvent « une tradition » — la tradition par exemple du régime parlementaire — « n'est elle-même que le reflet des structures politiques: tant que celles-ci ne seront pas modifiées, il est vain d'espérer que celle-là puisse disparaître » (p. 37).

2. — Et voilà encore un beau thème pour un essai fédéraliste:

« Loin de s'être incarnée à la perfection dans ses formes du XIX<sup>ème</sup> siècle, l'idée démocratique ne s'est inscrite jusqu'à présent que dans des approximations grossières et partielles. Les transformations techniques et sociales qui ont paru justifier les contestations dressées contre la démocratie sont à nos yeux des instruments indispensables dont l'absence rendait impossible le progrès des réalisations démocratiques. ...La démocratie n'est pas derrière nous mais devant nous; ce n'est pas de trop de démocratie que notre système politique est malade, mais d'un besoin insatisfait de plus de démocratie; ce n'est pas de la démocratie que les Français se sont dégoûtés, mais de ses contre-façons et de ses insuffisantes incarnations surannées », dont la survivance est favorisée par « l'identification qui s'est opérée dans l'esprit des Français entre cet idéal et les diverses tentatives de réalisation

(30) M. DUVERGER: *La VI<sup>e</sup> République et le régime présidentiel*, Paris, Fayard, 1961, (pp. 12; 52). Dans le même sens que Duverger l'article *Pour un vrai régime présidentiel*, « Bulletin du Club Jean Moulin », juin-juillet 1962.



dont il a fait l'objet ». C'est pourquoi il faut réagir contre la tendance de « la gauche française et européenne » qui « tourne en rond dans le cercle devenu trop étroit de ses fidélités parfois dégradées en "collages" », donnant « souvent l'impression de ressentir je ne sais quelle peur absurde devant des idées nouvelles ».

Cette fois c'est Joseph Rován qui parle: mais son ouvrage aussi (31) est une source de déception pour les fédéralistes: car si l'idée de l'« effet immobiliste » des structures nationales y est exprimé on ne pourrait plus clairement

« Tout ce qui en France appartient à une conception pessimiste, malthusianiste, antifuturiste de l'homme et de l'existence trouve donc sa meilleure expression dans une grande formation de droite dont le programme est: pas de changement dans aucun domaine ou le moins de changement possible. En fait les états-majors de tous les autres partis vénérent en secret et dans leur subconscient le même Dieu de l'immobilisme, mais leur situation particulière les réduira toujours à être moins purement "indépendants" que les Indépendants. Au fond la politique de la IV<sup>ème</sup> République, des communistes aux vrais "Indépendants" est dominée par une commune horreur du changement, de la nouveauté, de la jeunesse, et cela à une époque où la France change, se rénove et se rajeunit plus vite qu'à aucun moment de son histoire moderne. Nous trouvons là une autre forme et une autre expression du divorce de la politique et du réel déjà constaté à plusieurs reprises » (p. 84),

ce n'est certes pas pour en tirer les conséquences que nous en déduisons: bien au contraire. Certes, la perspective européenne ne lui est pas tout à fait étrangère; il lui consacre même quelques pages; mais elle reste, par rapport aux suggestions nombreuses et intelligentes qu'il fait sur le plan interne — notamment pour la réalisation d'une démocratie organiquement décentralisée et adaptée aux exigences modernes de la planification et de la représentation d'intérêts multiples et complexes — quelque chose de *superadditum et extrinsecum*, et surtout de très vague et de projeté dans un futur lointain:

« Il s'agit donc dès à présent de préparer des démocraties supra-nationales, sans risquer de bloquer la construction démocratique nationale, mais sans l'étouffer non plus dans un cadre qui, pour beaucoup de secteurs d'existence, s'avère déjà dépassé et arriéré » (p. 194).

Tous ces démocrates qui sont souvent tellement fascinés par l'idée, presque exclusive dans leur tête, des institutions juri-

(31) J. ROVAN, *Une idée neuve: la démocratie*, Paris, Editions du Seuil, 1961. Les passages cités se trouvent aux pages 13-15.

diques (telle la république présidentielle) comme remède de tous les maux, n'ont aucune formule institutionnelle définie à proposer pour l'unité européenne.

Mais ceci dit, il faut tout de même ajouter que Rován reste, sinon le plus sensible, certes le moins insensible à l'idée européenne des auteurs que nous venons de prendre en considération, et quelques unes de ses affirmations plus pénétrantes à ce sujet, celles concernant l'évolution plus récente des problèmes de la défense et de politique étrangère, méritent d'être citées intégralement:

« Après la catastrophe de 1914-18 l'opinion sent à juste titre qu'elle ne peut se désintéresser de cette question vitale, mais cette descente de la diplomatie dans l'arène parlementaire et électorale aura raison de l'unanimité en quelque sorte sous-entendue qu'avait nourrie longtemps le vieux patriotisme. "Poincaré-la-Guerre" devient un assassin aux mains rouges; le "pacifisme bélant" de la gauche devient de la haute trahison. Fait plus grave encore, après l'internationalisme révolutionnaire qui s'est donné une patrie étrangère en subordonnant les intérêts de la France et même les intérêts immédiats des ouvriers français aux besoins de la Russie communiste, le nationalisme anticommuniste d'abord attiré par le fascisme italien va lui aussi épouser par esprit de parti et par égoïsme social les intérêts nationaux étrangers de la dictature nazie. La contradiction d'un nationalisme qui fait cause commune avec "l'ennemi héréditaire" au moment où celui-ci s'abandonne lui-même à un nationalisme particulièrement agressif, montre bien que le but véritable de ce mouvement est de politique intérieure. Ces nouvelles alliances extérieures qui font éclater le cadre national et subordonnent le loyalisme patriotique à des options de politique intérieure et sociale traduisent ainsi une double déchéance du régime représentatif. Elles indiquent aussi que le cadre de l'Etat national commence à être dépassé comme cadre exclusif ou tout au moins principal de l'existence politique » (pp. 55-56).

« Au problème du nationalisme et de la politique extérieure se rattache de près celui de l'antimilitarisme et de la défense nationale. Un régime réellement représentatif doit être capable, dans ce secteur encore, d'assurer une quasi-unanimité des opinions, quant aux options fondamentales, et d'assurer de même la protection efficace du territoire national et de la vie du peuple. Le régime des notables traditionnels du temps de son fonctionnement normal et de sa légitimité réelle n'avait pas failli gravement à ces devoirs. Mais après la première guerre mondiale l'antimilitarisme de gauche se traduisant en refus des crédits militaires par les représentants élus de près de 30% de la nation marque, dans ce domaine encore, une crise grave et prolongée à laquelle fait pendant la décadence interne de l'organisation et de la pensée militaires.

La défense nationale est mise en cause dans ses principes et s'avérera inefficace dans sa pratique. Les conséquences vont être bien plus graves pour le régime élaboré au cours du XIX<sup>ème</sup> siècle que celles de la défaite de 1870-71 qui n'avait atteint qu'une forme passagère de ce régime, le Second Empire, sans en faire éclater la base idéologique et sociale » (pp. 58-59).

Ou encore:

« La démocratie partielle des III<sup>ème</sup> et IV<sup>ème</sup> Républiques n'a pas su résoudre par une *Aufhebung* hégélienne au niveau supérieur la contradiction entre la vocation universaliste et pacifiste des idéaux démocratiques et la réalité puissante des sentiments qui procèdent du *Nous* national. De cet échec, comme de la faiblesse de l'Exécutif et de l'apparition des pouvoirs particuliers non intégrés, est née l'armée-parti qui a puissamment contribué à la catastrophe apparente de 1958. D'une démocratie rénovée nous devons attendre une solution, sinon totale et définitive, du moins concrète et valable pour le nouveau palier d'existence sociale que cette démocratie doit réaliser, de ce double problème dont les deux aspects sont étroitement interdépendants » (p. 190).

\*\*\*

Il est temps désormais de tirer une conclusion provisoire de ce que nous venons de dire. Pour pénible que cela puisse paraître, les gauches nationales restent encore séparées du fédéralisme d'un diaphragme trop solide de traditions de *impostazioni* idéologiques et de programmes concrets pour espérer qu'il puisse être abattu rapidement. La large coïncidence d'idées et de propos existant entre ces forces et les fédéralistes, pour ce qui se réfère au renouvellement de la démocratie et de la société, ne change rien à cette opposition fondamentale, car — rappelons-nous la juste observation de Rosenstiel — les distinctions fondamentales se font en politique sur les moyens, et non pas sur les fins. Et quant aux moyens, non seulement les gauches nationales n'acceptent pas le « préalable » européen, mais, ce qui est plus grave et décisif, elles paraissent orientées vers une « déseuropéisation » croissante non seulement de leurs idéologies, mais aussi de leurs positions politiques (32).

(32) Une confirmation intéressante dans ce sens — pour ce qui se réfère à la gauche italienne non socialiste — nous est donnée par le silence à peu près total à ce sujet dans deux ouvrages récents de M. UGO LA MALFA (*La politica economica in Italia: 1946-1962*, Milano, Ediz. di Comunità, 1962 et *Verso la politica di piano*, Napoli, Ed. Scientifiche Italiane, 1962). Dans ces ouvrages l'idée de l'unité du continent ne paraît jouer plus aucun rôle par rapport aux problèmes actuels de la démocratie italienne: et cela bien que leur auteur, tout en concevant toujours l'idée européenne beaucoup plus en termes diplomatiques qu'en termes « populaires », lui ait attribué autrefois une importance réelle (voir surtout de lui l'essai *Considerazioni economiche sull'integrazione europea*, dans le volume collectif *L'integrazione europea*, Bologna. Il Mulino, 1957). Un argument contraire à nos affirmations pourrait être constitué, à première vue, par un congrès « européen » organisé à Rome, justement par des forces de

A quoi bon donc s'attendre à ce que cette situation puisse être changée seulement par une oeuvre intelligente et discrète de persuasion? Comme le dit l'Évangile (Luc, VI, 44) « on ne cueille pas de figues sur les épines ».

(à suivre)

a. c. b.

nouvelle gauche, au début de 1963 (*Che fare per l'Europa*, Atti del Congresso degli « Amici del "Mondo" », Milano, Ed. di Comunità, 1963). Mais les considérations que j'ai développées ailleurs à propos de ce Colloque (dans « I Quaderni della Crisi », avril 1963) me paraissent plutôt confirmer, même dans ce cas particulier, le *trend* progressivement « an-européen » aussi des gauches nationales italiennes, vieilles ou nouvelles.

## Les discussions

### LES PROBLEMES DE L'UNIVERSITE ITALIENNE (LETTRE DE MONSIEUR L. G.)

Monsieur le Directeur,

Depuis des années je suis un lecteur passionné de la revue *Le Fédéraliste* dans laquelle j'ai trouvé et je trouve encore un point de vue, une réflexion au sujet des thèmes politiques généraux de l'Europe, une ligne d'action, très utiles pour redonner une signification et une substance à la vie politique des Européens, à leur démocratie et à leurs responsabilités à l'égard du reste du monde. Je peux dire par conséquent que j'adhère de tout coeur à la façon de poser les problèmes adoptée par la revue que vous dirigez.

Toutefois s'il m'est permis d'avancer une observation qui se veut moins une critique qu'une suggestion, je dirai qu'à la méditation sur les thèmes politiques fondamentaux de l'Europe (et à l'élaboration de l'orientation politique générale qui en découle) ne correspondent peut-être pas toujours, dans *Le Fédéraliste*, une considération et une analyse aussi constantes des institutions et des thèmes sociaux — comme par exemple l'école, les problèmes d'urbanisme et de la spéculation en matière de construction, etc... — qui tout en ne constituant pas en soi les données primordiales de la situation politique européenne, sont cependant sans aucun doute étroitement liés à la division actuelle de l'Europe en Etats nationaux et à la lutte pour la fondation de la Fédération européenne. Je crois que si votre revue prêtait plus d'attention à ces thèmes, elle pourrait voir croître le nombre de ses lecteurs et les rangs de ceux qui ont l'intention d'agir en faveur de l'Assemblée constituante des Etats-Unis d'Europe.

Connaissant directement certains des problèmes qui agitent l'Université italienne, je voudrais faire quelques observations à ce sujet. Ces observations sont, dans leur presque totalité, la reproduction d'un article que j'ai eu l'occasion d'écrire pour un journal d'étudiants de Turin. En substance j'ai tenté d'appliquer

à cette question (de façon sommaire et dans la mesure où j'en suis capable) les critères et les positions générales qui sont ceux de votre revue.

Il me semble que les deux points de vue les plus importants selon lesquels on peut évaluer l'efficacité et la fonctionnalité de l'instruction dispensée par l'Université dans une société industrielle évoluée, sont constitués d'une part par les rapports entre l'Université et le développement technologique et économique de la société, d'autre part par les rapports entre la structure des institutions de l'Université et celle de l'Etat. Bien que ces deux points de vue correspondent à des données qui en réalité sont mêlées, il est utile de les distinguer car elles mettent en lumière deux aspects différents et fondamentaux de l'instruction dispensée par l'Université. Si l'on se place au premier point de vue, on peut évaluer dans quelle mesure l'Université fournit les cadres supérieurs des forces de travail et un rythme de recherche scientifique adaptés au développement économique de la société. Si l'on se place au deuxième point de vue, on peut voir si dans l'Université existe ou non une substantielle liberté de pensée, de recherche et d'enseignement, ce qui constitue le stimulant irremplaçable pour la science et pour la culture.

Essayons, en jetant un regard très général sur l'Université italienne, de lui appliquer ces deux points de vue. En ce qui concerne les rapports entre l'instruction universitaire et le développement technologique et économique, les déficiences dans la structure de l'Université italienne sont bien connues, surtout grâce à l'enquête minutieuse menée par la SVIMEZ sous la direction de l'ingénieur Martinoli. On a calculé qu'en 1975 un développement normal de la situation économique-sociale, avec les variations qui en découlent dans les répartitions des forces de travail, dues à la diminution progressive de l'utilisation du travail manuel et à l'accroissement de l'utilisation du travail qualifié, technique, et des cadres supérieurs, demandera un nombre de licenciés ou de diplômés (à un niveau dépassant celui du secondaire) d'environ 90.000 par an, contre les 25.000 qui sortent actuellement chaque année de l'Université. Cette grave carence du nombre de diplômés répondant aux exigences du développement économique pourra se transformer en un véritable étranglement de l'économie italienne. A cet état de choses contribue également le manque d'efficacité de l'Université, qui conduit au résultat final 50% environ des étudiants qui s'inscrivent à ses Facultés. Ce dernier aspect du problème est étroitement lié à la rigidité du *curriculum* universitaire: les jeunes gens qui s'inscrivent à l'Université n'ont la possibilité d'arriver à la licence qu'après avoir reçu un enseignement théorique qui dure de 4 à 6 ans (résultat: la moitié se

perd en route), alors que l'organisation économique de la société moderne requerrait un grand nombre de jeunes gens pourvus d'une instruction supérieure à la moyenne, mais pas nécessairement du niveau d'une licence ou d'un doctorat, et ayant un caractère professionnel et de spécialisation. A cet égard il faut louer la récente proposition avancée par la *Commission d'enquête sur l'état et le développement de l'Instruction Publique en Italie*, qui voudrait organiser en trois degrés l'instruction supérieure: un premier degré (diplôme) à caractère exclusivement professionnel, un second degré (licence ou doctorat) à caractère scientifique et professionnel en même temps, et un troisième degré (doctorat de recherche) à caractère exclusivement scientifique.

A l'insuffisance des docteurs sortis de l'Université correspond une insuffisance des professeurs d'Université et une insuffisance des fonds alloués à la recherche scientifique. Au cours de l'année académique 1961-1962, le rapport professeurs/étudiants était de 1/44,8, en comptant aussi bien les professeurs titulaires que les chargés de cours, alors que le rapport assistants/étudiants, compte tenu des assistants titulaires, était de 1/79,1. Si nous pensons que les rapports satisfaisants sont d'environ 1/25 et 1/15, il faudrait doubler le nombre des professeurs et quintupler celui des assistants. (Ces données proviennent des recommandations rédigées par les Associations de chargés de cours, d'assistants et d'étudiants, publiées dans la revue *Tribuna Universitaria*, 1963, n. 3).

Les enquêteurs de la SVIMEZ, ont calculé qu'en 1975, sur la base d'un rapport global professeurs/étudiants de 1/10, y compris les professeurs titulaires, les chargés de cours et les assistants titulaires, il faudrait 40.000 enseignants contre les 9.988 en service au cours de l'année académique 1961-1962. Pour arriver à ce résultat optimum il faudrait chaque année augmenter les effectifs de 300 nouveaux professeurs titulaires, de 400 chargés de cours (ou agrégés) et de 2.000 assistants. En ce qui concerne la recherche scientifique il suffit d'observer que la part du budget national jugée nécessaire est, dans les pays occidentaux, de 2%. Si l'on adopte ce pourcentage, la somme globale investie chaque année devrait être en Italie d'environ 300 milliards au lieu des quelques dizaines de milliards prévues actuellement. En particulier, l'Etat devrait augmenter de façon substantielle les fonds alloués à la recherche scientifique universitaire.

Les raisons de ces carences de l'Université italienne me semblent simples. En substance la structure de l'instruction universitaire en Italie telle qu'elle se présente encore aujourd'hui correspond à une société pré-industrielle ou proto-industrielle. Une société de ce genre requiert un nombre relativement faible d'individus munis d'une instruction supérieure, et une articulation

minime des cours d'enseignement supérieur. L'industrialisme, même à un degré de développement limité, n'altère pas encore radicalement les divisions de classe, et son fonctionnement nécessite de cadres supérieurs restreints et limités à des fonctions traditionnelles et non pas à des fonctions de spécialistes. Mais l'industrialisme avancé, avec sa production de masse et son perfectionnement toujours plus poussé de la mécanisation et de l'automatisation des procédés de production, tend à briser les divisions de classe rigides en imposant de plus en plus l'utilisation de personnel qualifié et de cadres techniques et de direction supérieurs, grandement articulés, plutôt que l'utilisation de travailleurs prêtant leur simple force musculaire. Au cours de cette seconde après-guerre, en vertu de l'unité de l'économie des six pays de la CEE, l'économie italienne s'est insérée dans un grand marché qui permet la production de masse et l'utilisation des procédés de production les plus avancées, et elle a été orientée, particulièrement dans certains secteurs, vers l'industrialisme le plus évolué. Mais cette nouvelle phase de l'économie italienne, en tant que simple partie de l'économie européenne, exige un nombre toujours plus grand et toujours plus articulé de fonctions à haut niveau dans le processus de production. D'où la situation radicale de crise de la vieille structure de l'Université italienne, incapable de suivre le rythme du renouvellement et du développement de la production. Comme nous l'avons vu, les dimensions du problème sont très vastes et il ne pourra être tout-à-fait résolu dans le cadre de l'Etat national, même si l'on établit un programme à longue échéance sur une vingtaine d'années. L'industrialisme moderne, fondé sur la production de masse, ne se développe que dans de vastes étendues économiques, bien supérieures à celles des Etats nationaux, et les problèmes qui lui sont liés, et qui consistent à préparer d'efficaces canaux d'alimentation du processus de production (et, avant tout, l'alimentation en facteur humain), doivent nécessairement être posés dans le cadre unitaire du marché de grandes dimensions. En dernière analyse, c'est au sein de la Fédération européenne que l'on pourra affronter convenablement les dépenses liées à l'instruction en général et à l'instruction supérieure en particulier, et permettant de faire face au développement technologique et économique européen. Toutefois il est certain que même sur le plan purement national, quelques pas en avant vers la rénovation de l'Université italienne dans ce sens peuvent être faits. Il faut donc lutter afin que cet effort soit accompli autant que possible, et pour ne pas laisser la Fédération européenne héritière d'une situation désastreuse.

Adoptons maintenant le second point de vue, c'est-à-dire le point de vue des rapports existant entre la structure des insti-

tutions de l'Université et l'Etat. Il nous permet de voir si l'Université peut constituer le centre moteur fondamental de la science et de la culture. Il est évident que les progrès de la science et de la culture sont étroitement conditionnés, particulièrement en ce qui concerne les sciences humaines, mais, en dernière analyse pour les sciences physiques également, à la liberté de pensée, de recherche et d'enseignement. Pour que cette liberté existe sous une forme adéquate dans le milieu universitaire, il faut que l'Université ait une autonomie d'institutions substantielle tant à l'égard de l'Etat qu'à l'égard de puissants groupes sociaux de secteur. L'autonomie de l'Université comprend l'autonomie disciplinaire et didactique. Le premier aspect de l'autonomie de l'Université implique l'usage sans conditions de la part de l'Université des moyens financiers mis à sa disposition, avec la liberté de les répartir à son gré selon les différents secteurs. Le second aspect permet d'engager librement le personnel d'enseignement et de surveiller effectivement tout le personnel afin que chacun accomplisse son propre devoir. Le troisième aspect de l'autonomie universitaire permet, dans des limites minima d'efficacité didactique, de préparer des plans d'étude diversifiés, tant pour répondre aux préférences des étudiants et éventuellement aux exigences de la région dans laquelle se trouve l'Université que pour favoriser la caractérisation et la spécialisation des Facultés des différentes Universités. Une telle autonomie permettrait à l'enseignement et à la recherche universitaire d'adhérer de façon vivante aux exigences de la liberté de la science et de la culture, elle favoriserait une efficacité considérable de l'instruction dispensée par l'Université en permettant d'utiliser de nouvelles méthodes pédagogiques. Elle améliorerait en outre la capacité de l'instruction universitaire de s'adapter aux nouvelles exigences du développement technique et social du monde moderne. La fiction de l'unité et de l'uniformité nationales de la licence ou du doctorat disparaîtrait, faisant place aux diversifications des titres acquis suivant les Universités qui les auraient délivrés, et en fonction de leurs caractères particuliers et de leur différente efficacité didactique.

De ce point de vue la situation de l'Université italienne est encore plus critique que du point de vue des rapports entre Université et développement technologique et économique-social. L'Université italienne souffre gravement du fait que ses institutions dépendent du gouvernement. L'Etat italien, dès son apparition, fut contraint à adopter une structure centralisée, tant en raison du précaire équilibre européen dans lequel il était immergé, qu'en raison des différences substantielles des situations économique-sociales dont il se composait. Dans le domaine

de l'instruction l'intervention de l'Etat fut en outre stimulée par la présence massive de l'Eglise catholique en Italie. Cette situation de dépendance de l'instruction supérieure vis-à-vis de l'Etat fut aggravée encore par la législation fasciste qui est d'ailleurs en partie encore en vigueur aujourd'hui. Tant que les Etats européens conservèrent leur grande puissance, constituant le noeud de l'équilibre politique mondial, l'ingérence de l'Etat dans l'instruction servait à modeler la formation des citoyens, l'orientant vers le culte de l'Etat national et de la puissance de la nation. Maintenant que la puissance des différents Etats européens est en substance définitivement perdue, une institution destinée à l'origine à sauvegarder l'enseignement universitaire de l'ingérence de l'Etat (l'immovibilité des professeurs titulaires), et surtout la méthode de sélection des professeurs eux-mêmes, aboutissent à la constitution d'une citadelle qui ferme hermétiquement la structure de l'Université aux innovations que nécessite le développement économique et celui de la culture dans le monde contemporain. En raison de la discipline rigide et uniforme de l'Etat, tous ceux, dans le personnel enseignant universitaire, dont le grade est inférieur à celui de professeur titulaire ont un statut plus ou moins précaire; les professeurs titulaires constituent au contraire une caste d'intouchables qui ne courent pratiquement aucun risque et qui, par conséquent, grâce à cette situation, peuvent ne plus se sentir poussés à persévérer avec ferveur dans la recherche scientifique. Pratiquement ils ont en outre dans le domaine universitaire l'exclusivité des décisions qui ne sont pas de la compétence du gouvernement. C'est pourquoi la sélection du personnel enseignant se fait souvent à travers des échanges et des pressions entre les professeurs titulaires les plus influents, si bien que les avancements dans la carrière universitaire ne correspondent que fort peu, et parfois pas du tout, aux mérites individuels. Cette structure autoritariste tend à transformer les étapes de la carrière universitaire, et même le titres conquis par les étudiants, en des étapes de forme plutôt que de substance. Le fait d'obtenir la « *libera docenza* » ne constitue souvent qu'un moyen pour élever les tarifs professionnels, et le fait de prendre une licence ne représente souvent que l'acquisition d'un morceau de papier nécessaire pour atteindre tel ou tel but pratique. L'efficace opposition des classes de professeurs titulaires les plus rétrogrades aux récentes propositions d'instituer des rôles pour les professeurs agrégés, de pratiquer le « plein temps » et d'introduire une représentation des chargés de cours, des assistants et des étudiants dans les organismes délibérants universitaires révèle bien la structure autoritariste de l'Université italienne

Dans ce domaine les perspectives de rénovation se montrent à mon avis très sombres car la crise de l'Université est inextricablement liée à la crise de l'Etat italien. Privé en substance de sa base économique et sociale, laquelle a assumé dans les régions les plus avancées les dimensions européennes des six pays de la CEE, l'Etat national (et en particulier l'Etat national italien) s'appuie en grande partie sur le vide. Ce divorce radical entre les dimensions de la vie réelle et des problèmes fondamentaux économiques, sociaux et politiques des Européens et le cadre politique qui en est resté aux étroites dimensions nationales, produit en général une profonde dégénération et dissolution de la vie publique et, surtout dans le cas des Etats qui conservent encore un remarquable résidu de force, la tendance à centraliser le pouvoir politique dans la tentative de conserver l'Etat national. La dissolution de la vie publique est déjà considérablement avancée en Italie. Sa principale caractéristique consiste dans la formation de catégories fermées qui profitent plus ou moins de la situation et qui finissent paradoxalement par constituer les piliers qui maintiennent debout le pouvoir (privé de bases sociales) de l'Etat. Le corps des « intouchables » de l'Université constitue justement l'une de ces catégories fermées. Si l'on tient compte de ces considérations on voit tout de suite clairement que la rénovation et la moralisation de la vie universitaire (comme d'ailleurs la moralisation de la vie publique et celle de l'administration publique), impliquent sans doute possible, si l'on veut couper le mal à sa racine, le changement radical de l'Etat. Un changement radical de l'Etat ne signifie pas un changement de régime, mais une adaptation du cadre politique aux dimensions de l'intégration économique et sociale de fait; en d'autres termes, la constitution de la Fédération européenne dans laquelle la politique scolaire serait confiée à des centres de pouvoir différents de ceux qui auraient en main la politique étrangère et la politique militaire. La Fédération n'est certainement pas une *panacée* permettant d'aboutir immédiatement à une situation optimum, mais elle constitue la condition indispensable pour *pouvoir* changer radicalement de direction. Cependant il ne faudrait pas déduire de cette conclusion qu'il n'y a absolument rien à faire pour améliorer la situation universitaire à ce point de vue. Il faudra agir au contraire afin que soient introduites toutes les améliorations possibles, tout en ayant nettement conscience du fait que le cadre national n'est pas celui qui permettra la victoire finale. Ce n'est que si l'on adopte cette attitude que l'on ne se retirera pas, déçu et incertain, en face des obstacles insurmontables, mais que l'on pourra et que l'on devra étendre la lutte

au terrain adapté à assurer la victoire, le terrain de la construction préalable de la Fédération européenne.

Je voudrais ajouter une dernière observation à cette lettre déjà interminable, et dont je vous prie, Monsieur le Directeur, d'excuser la longueur. Il peut sembler qu'un vaste plan ayant pour but d'augmenter considérablement la formation annuelle des étudiants et le nombre des personnes chargées de l'enseignement, (ce qui implique naturellement une intervention considérable de l'Etat), soit en contradiction avec une autonomie effective de l'Université. Mais cette contradiction n'est qu'apparente si l'on considère une structure politique fédérale. Ce qui importe en effet, c'est que l'instruction ne se trouve pas entre les mains du pouvoir qui dispose de la politique étrangère et de la politique militaire, lequel serait porté à s'en servir à des fins politiques. Dans un Etat fédéral les fonds nécessaires seraient, en règle générale, fournis par les Etats fédérés, sur lesquels ne pèserait plus la charge politique et financière de la politique étrangère et militaire. Cela pourrait facilement être concilié avec le maintien de l'autonomie universitaire. Et même si le gouvernement fédéral devait disposer de larges fonds pour l'école, la structure fédérale constituerait de toute façon un obstacle décisif à son ingérence dans l'instruction.

Je m'excuse encore pour la longueur de cette lettre et vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, mes plus cordiales salutations.

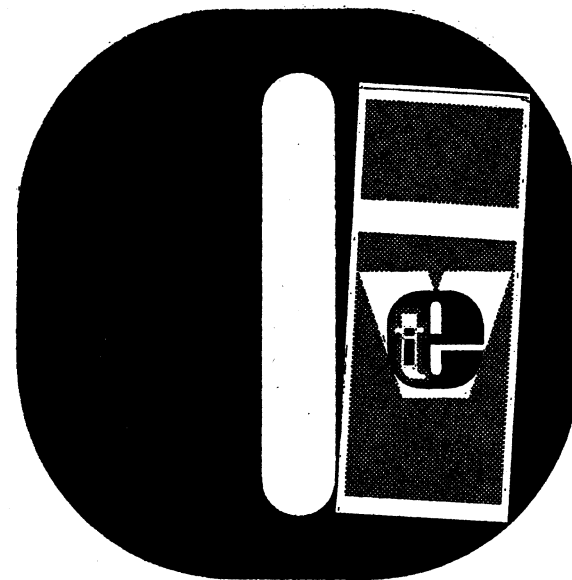
L. G.

Milan, le 15 novembre 1963

*Nous avons très volontiers publié cette lettre que nous a envoyée un ami de notre revue. Les problèmes inhérents à l'Université italienne y sont abordés de façon clairvoyante et, bien que l'analyse du cas particulier italien ne puisse pas être étendue dans les mêmes termes aux autres pays européens, elle constitue une intéressante contribution tant à la compréhension du problème de l'école tel qu'il se présente dans l'Etat national, qu'à celle de la signification que la Fédération européenne assumerait à cet égard.*

*Quant à la remarque que nous fait L. G. au début de sa lettre, à savoir que notre revue s'est jusqu'à maintenant trop peu occupée des questions concernant la société ou présentant beaucoup d'intérêt pour le public (comme l'école justement), qui ne constituent pas les données fondamentales de la situation*

*politique de l'Europe, mais qui y sont indéniablement liées, nous devons reconnaître que cette observation est exacte. Au cours de ces dernières années Le Fédéraliste s'est surtout engagé dans une tentative d'élaborer une ligne politique effective des fédéralistes et une action populaire efficace qui la rende opérante. Cela impliquait une concentration tenace et continue sur les problèmes de politique générale de l'Europe et du monde et sur les critères pouvant servir de base à l'élaboration et à la mise en oeuvre d'une action politique fédéraliste, de caractère populaire, dans le cadre européen. Maintenant qu'il nous semble avoir rempli (au niveau de la pensée), la tâche que nous nous étions fixée, notre revue présentera de plus en plus, dans la mesure où cela nous sera possible, des discussions et des analyses des problèmes de la société et de l'Etat concernant la vie quotidienne des Européens et à propos desquels émerge la contradiction fondamentale de la situation européenne, comme par exemple à propos de l'école, de la culture, des autonomies locales, de l'armée, etc...*



**olivetti**

**OLIVETTI  
INDUSTRIA  
ITALIANA  
EUROPEA  
MONDIALE  
OVUNQUE CIFRE E PAROLE  
SONO STRUMENTI  
DI CONOSCENZA  
E LAVORO**

macchine per scrivere  
manuali ed elettriche  
da ufficio, da studio e portatili  
addizionali e  
calcolatrici elettriche scriventi  
contabili e  
fatturatrici alfanumeriche  
telescriventi  
classificatori  
schedari e mobili metallici  
macchine utensili di precisione  
apparecchiature  
per l'elaborazione integrata  
dei dati  
calcolatori elettronici



## TUBI in P. V. C. RIGIDO

per edilizia

acquedotti

irrigazione

industria

lastre SAROLUX

tapparella SARONNO

***tuboplastica italiana* s.p.a.**

**Saronno**

---

Direttore responsabile Mario Albertini - Editrice Libera Associazione  
Il Federalista - Autorizzazione Tribunale di Pavia n. 117 del 18-4-1962 -  
Scuola Tipografica Figli della Provvidenza - Milano - Spedizione in  
abbonamento postale - Gruppo IV.